



Pour notre santé et celle de la Terre

CAHIER DES CHARGES

BOVINS - EQUINS

- EDITION 2017 -

FÉDÉRATION NATURE & PROGRÈS

13, boulevard Louis Blanc 30100 ALÈS

Tél. 04.66.91.21.94 – Fax. 04.66.91.21.95

www.natureetprogres.org

AVANT-PROPOS

Le cahier des charges bovins et équins de Nature & Progrès comprend **trois parties interdépendantes** et se décompose comme suit :

- La partie réglementaire constitue le corps du cahier des charges. Elle énonce les principes relatifs à l'élevage sous mention Nature & Progrès et en définit les règles.
- Le guide de lecture vient préciser, de manière ponctuelle, les dispositions de la partie réglementaire.
- Les annexes comportent des données techniques, précisent des unités de valeurs, proposent des outils pratiques, recensent des adresses utiles.

Versions du cahiers des charges :

Date de 1^{er} édition du présent cahier des charges : 1971

2^{ème} édition : 1988

3^{ème} édition : 1999

4^{ème} édition : 2002

SOMMAIRE

Chaque entrée du présent sommaire est affectée d'une double numérotation.
Le premier numéro renvoie à la partie réglementaire, le second au guide de lecture.

PREAMBULE	6
INTRODUCTION	1
PARTIE I : PARTIE REGLEMENTAIRE	2
I. CONDUITE DE L'ÉLEVAGE	2
<i>I.1. CONSTITUTION ET RENOUVELLEMENT DU TROUPEAU</i>	2
I.1.1- Préservation de la biodiversité animale	2
• Choix des races	2-30
• Rusticité	2-30
I.1.2 Mesures préventives vis-à-vis de l'ESB	3-30
I.1.3- Refus des animaux génétiquement manipulés	3
I.1.4- Reproduction	3-30
• Mode de reproduction	3
• Cycle ovarien	4-31
• Mises-bas	4
I.1.4- Origine des animaux	5
I.1.5- Période de conversion	6
• Conversion des animaux	6
• Conversion simultanée des terres et des animaux	6
I.1.6- Enregistrement des mouvements	7
I.1.7- Vigilance sanitaire	7
<i>I.2. RESPECT DES BESOINS PHYSIOLOGIQUES ET DE L'INTEGRITE DES ANIMAUX</i>	7
I.2.1- Attache au sol	7
I.2.2- Environnement adapté aux besoins	7
I.2.3- Santé préservée	8
I.2.4- Mutilations	8
• Écornage	8-32
• Castration	8-32
• Bouclage des naseaux	8
<i>I.3. CONDITIONS D'ELEVAGE</i>	9
I.3.1- Pâturage	10
• Modalités d'accès	10
• Plein air intégral	10
• Chargement à l'hectare	10
I.3.2- Conditions de logement	10-34
• Ambiance des locaux	11
• Litières	11
• Stabulation	11-33
• Hygiène des locaux	14
<i>I.4. GESTION DES EFFLUENTS D'ELEVAGE</i>	15
<i>I.5. ALIMENTATION</i>	15-35
I.5.1- Préconisation générale	15
I.5.2- Base de la ration alimentaire	16
I.5.3- Lien au sol	16
I.5.4- Fourrage	17
• Mode conservation	17-34
• Achats extérieurs	17
• Dérogation relative à l'achat de fourrages conventionnels	17
I.5.5- Concentrés	18-34
I.5.6- Compléments alimentaires et additifs à but nutritionnel	19-34
• Minéraux	19
• Oligo-éléments	19
• Produits divers	19
I.5.7- Apports nutritionnels spécifiques d'adaptation	20

I.5.8- Allaitement et alimentation des jeunes animaux	20-34
• Veaux	20
• Jeunes équidés	21
I.5.9- Eau	21
I.6. PROPHYLAXIE ET SOINS VÉTÉRINAIRES	22
I.6.1- Prévention	22-35
I.6.2- Soins thérapeutiques	23
I.6.3- Traitements allopathiques de synthèse	23
• Modalités de comptage	23
• Fréquence et délai d'attente	23
• Produits interdits	24-35
II. TRAITE ET CONSERVATION DU LAIT A LA FERME	25
II.1. PROTOCOLE DE TRAITE	25
II.2. ENTRETIEN DU MATERIEL DE TRAITE	26
II.3. CONSERVATION DU LAIT A LA FERME	26
III. ABATTAGE ET PRÉPARATION DES CARCASSES	27
III.1. ABATTAGE	27
III.1.1- Éthique	27
III.1.2- Age et poids à l'abattage	27
III.1.3- Transport à l'abattoir	28
III.1.4- Délai d'abattage	28
III.1.5- Réception des animaux à l'abattoir	28
III.1.6- Abattage proprement dit	28
III.1.7- Identification des carcasses et des abats	28
III.2. PRÉPARATION DES CARCASSES	29
III.2.1- Refroidissement	29
III.2.2- Maturation	29
III.3. STOCKAGE	29
III.4. EMBALLAGE ET ÉTIQUETAGE	29
III.4.1- Emballage	29
III.4.2- Étiquetage	29
PARTIE II : GUIDE DE LECTURE	30
PARTIE I : ANNEXES	37
<i>ANNEXE I : INVENTAIRE DES RACES RECONNUES ET A FAIBLE EFFECTIF</i>	37
<i>ANNEXE II : INVENTAIRE DES STRUCTURES IMPLIQUÉES DANS LA SAUVEGARDE DES RACES A FAIBLE EFFECTIF</i>	40
<i>ANNEXE III : TABLEAU D'ÉQUIVALENCE UNITÉ GROS BÉTAIL : UGB</i>	45
<i>ANNEXE IV : LES LABELS ET MARQUES BIOLOGIQUES EN FRANCE</i>	46

PREAMBULE DES CAHIERS DES CHARGES N&P

I. POURQUOI DES CAHIERS DES CHARGES NATURE & PROGRÈS ?

Fondée en 1964 en réaction à l'industrialisation de l'agriculture, Nature & Progrès milite encore aujourd'hui pour le développement de l'agriculture biologique - non pas au sens du règlement européen mais en tant que véritable alternative sociale - pour une économie à taille humaine et pour une dynamique sociétale participative et horizontale. Le projet associatif de Nature & Progrès est développé dans sa charte.

Depuis 1972, date de création de son 1^{er} cahier des charges, Nature & Progrès délivre sa mention sur la base de critères techniques et sociaux. Au cours de leur création et leurs diverses révisions, les cahiers des charges de Nature & Progrès se sont efforcés de répondre aux buts et impératifs suivants :

1- Associer les citoyens aux choix et à la définition des méthodes de production agroécologiques avec des critères de qualité respectant la santé de l'homme et celle de la terre.

Le dialogue permanent entre paysans, transformateurs et l'ensemble des citoyens est la seule voie pour définir une politique de développement agricole et socio-économique durable.

2- Rester indépendant des pressions économiques exercées au niveau de la production agricole et de toute la chaîne agroalimentaire.

Cette orientation, prise par Nature & Progrès dès l'origine, a pu être réalisée grâce à des statuts associatifs non corporatifs regroupant professionnels et non professionnels autour d'un projet commun de société.

3- Définir la vision commune des adhérents Nature & Progrès.

L'ensemble des règles établies ne constitue pas une méthode particulière d'Agriculture Biologique mais une synthèse des procédés et produits dont l'utilisation est recommandée, autorisée ou interdite par les cahiers des charges de l'association. Tout en conservant la liberté du choix de sa méthode, chaque professionnel adhérent à la mention Nature et Progrès devra s'engager formellement à respecter l'ensemble des référentiels de N&P.

4- Donner à la Mention Nature & Progrès une base réglementaire et codifiée et aux cahiers des charges un terrain d'application concret.

La mention Nature & Progrès est attribuée à ses adhérents professionnels après contrôle de l'application effective des différents cahiers des charges (analyses si nécessaires), étude du dossier par la COMAC* locale et validation par la COMAC Fédérale. *Commission mixte d'agrément et de contrôle.

Il s'agit d'encourager les professionnels à progresser vers des pratiques cohérentes avec le projet associatif développé dans la charte Nature & Progrès. La qualité de la démarche doit primer, en termes d'obligation de moyens, sur l'obligation de résultats.

La liste des titulaires de la mention Nature & Progrès est publiée annuellement et toute personne peut adresser des demandes de renseignement et des réclamations au service de gestion de la mention de la fédération N&P et/ou aux groupes locaux.

II. REFERENTIELS DE NATURE & PROGRES

II.1. La Charte

Les adhérents s'engagent à réfléchir à l'application de la charte Nature & Progrès, en complémentarité des cahiers des charges. Toute adhésion professionnelle est soumise au respect de cette charte. Dans le cas d'un écart important à celle-ci, un échéancier programmant les améliorations à faire pourra être demandé par la COMAC.

La charte n'est pas un instrument d'exclusion mais un outil favorisant l'amélioration des pratiques, dans une approche globale. Cependant, des sanctions allant jusqu'à l'exclusion pourront être envisagées dans le cadre d'un refus d'évolution ou de régressions manifestes.

II.2. Productions et activités encadrées par les cahiers des charges N&P

Pour obtenir la mention Nature & Progrès, les activités professionnelles de l'adhérent doivent être en conformité avec les règles fixées par le ou les cahiers des charges correspondant :

- Apiculture
- Aviculture
- Boulangerie
- Brasserie
- Cosmétiques
- Elevages bovin et équidé
- Elevages ovin et caprin
- Elevage porcin
- Fertilisants et supports de culture
- Plantes à parfum aromatiques et médicinales
- Productions végétales (maraîchage, grandes cultures, arboriculture, pépinière)
- Produits d'entretien
- Sel marin
- Transformations des produits alimentaires et restauration
- Vinification

(Ces activités sont également couvertes par la réglementation officielle de l'agriculture biologique exceptés le sel marin, les produits d'entretien, les cosmétiques et les fertilisants & supports de culture). Les cahiers des charges à jour sont disponibles sur le site Internet de Nature & Progrès (www.natureetprogres.org) ou sur simple demande auprès de la Fédération Nature & Progrès.

II.3. Fonction pédagogique des cahiers des charges

Au-delà de la description des règles techniques défendues par Nature & Progrès, les cahiers des charges ont une fonction pédagogique qui s'intègre dans son Système Participatif de Garantie.

Les cahiers des charges Nature & Progrès sont constitués d'une partie réglementaire qui fixe les conditions techniques sous la forme d'une échelle progressive d'exigences à savoir :

- « Recommandé » (ce qui correspond à la vision idéale de N&P)
- « Autorisé » (pratiques tolérées mais nécessitant une recherche pour aller au-delà)
- « Interdit » (pratiques dénoncées, qui ne peuvent être tolérées par N&P).

Dès lors qu'il n'est pas expressément « recommandé » ou « autorisé », tout procédé/ingrédient/intrant est interdit.

La deuxième partie des cahiers des charges est un guide de lecture qui donne des précisions et explique les exigences techniques fixées par la partie réglementaire. Ce guide de lecture a pour vocation de rendre les cahiers des charges accessibles et didactiques dans le cadre du Système Participatif de Garantie.

II.4. Processus d'écriture et de validation des cahiers des charges

Les cahiers des charges N&P sont évolutifs et font donc l'objet de révisions périodiques au sein de commissions techniques ad hoc. Ces commissions se réunissent et travaillent à l'élaboration ou la révision

d'un cahier des charges qui sera ensuite collectivement approuvé par l'ensemble des professionnels concernés.

Le travail des différentes commissions est également suivi par le Comité Technique Interne (CTI) composé de représentants des différentes commissions professionnelles et non professionnelles. Ce comité est garant de la cohérence globale des référentiels techniques de N&P et de leur adéquation avec la charte Nature & Progrès.

Les nouvelles versions des cahiers des charges sont soumises en dernier lieu à l'Assemblée Générale. Tout adhérent sera informé des dernières modifications apportées et devra, suivant le délai d'application précisé, s'y conformer.

II.5. Autres référentiels de N&P

Les adhérents N&P s'engagent à respecter les autres référentiels de l'association :

- le Règlement d'Utilisation de la Marque dans lequel sont détaillées les règles d'étiquetage (charte graphique) et les principales procédures (demande de mention, barème de sanctions, procédure d'appel, ...)
- Les statuts de la Fédération N&P
- Le règlement intérieur

Ces référentiels sont disponibles sur le site Internet de Nature & Progrès (www.natureetprogres.org) ou sur simple demande auprès de la Fédération Nature & Progrès.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

III.1. Gestion de la mixité : aller vers le 100% N&P

La mixité se définit comme la coexistence de productions/fabrications/ventes conformes et non-conformes aux cahiers des charges de N&P au sein des activités d'une personne/structure adhérente titulaire de la mention. Elle est exclusivement définie par rapport à des activités en lien avec l'agriculture, l'alimentation, la cosmétique et les produits d'entretien.

La mixité ne se détermine pas par rapport à l'usage de la marque N&P sur tel ou tel produit, ou à la proportion du chiffre d'affaires sous mention N&P, mais par rapport à la conformité des productions / fabrications de l'adhérent au regard des cahiers des charges de N&P.

Le partage d'outils, matériel, espaces avec des opérateurs non bio ne relève pas non plus de la mixité (dans ce cas de figure un nettoyage minutieux est nécessaire afin d'éviter toute contamination de la production sous mention N&P).

La mixité est interdite au sein des activités propres à la personne ou la structure sous mention Nature & Progrès.

Au moment de leur adhésion, tous les titulaires de la mention Nature & Progrès s'engagent à conformer 100 % de leurs productions aux cahiers des charges de Nature & Progrès. Ils disposent pour cela d'un délai à déterminer par la COMAC dans la limite maximale de 5 ans.

- En pratique, pour les adhérents ne respectant pas cette règle, la mixité sera évaluée sous l'angle de la Charte et soumise à l'appréciation de la COMAC locale ou fédérale.
- Dans le cadre du travail à façon pour un tiers, la mixité peut être tolérée si cette activité n'excède pas 20% du chiffre d'affaires total de l'adhérent.
- Les activités menées par un(e) adhérent(e) N&P hors du cadre de son adhésion (structure ou statut juridique distinct) ne sont pas tenues de respecter les cahiers des charges N&P. Elles sont néanmoins susceptibles de remettre en cause l'attribution de la mention si elles vont à l'encontre du projet associatif de N&P ou sont contraires à sa charte (sont refusées les activités liées au nucléaire, aux pesticides de synthèse, aux OGM, aux nanotechnologies, aux industries de l'armement...).

III.2. Pluriactivité

La pluriactivité se définit comme la coexistence d'activités couvertes par un cahier des charges Nature & Progrès et d'activités non couvertes par un cahier des charges Nature & Progrès (hors activités salariées éventuelles).

La pluriactivité est admise si l'activité de la structure adhérente est majoritairement sous mention Nature & Progrès.

Afin de respecter cette spécification, il pourra être demandé une séparation juridique des activités de la personne/structure adhérente. Dans tous les cas, les activités contraires à la charte sont susceptibles de remettre en cause l'attribution de la mention Nature & Progrès (exemple : activité liée au nucléaire, aux pesticides de synthèse, aux OGM, aux nanotechnologies, aux industries de l'armement...). L'objectif est d'éviter que l'usage de la mention N&P serve de vitrine à une activité sans rapport ou contraire au projet associatif de N&P.

III.3. Évaluation de la revente

Le négoce de produits ne relevant pas d'un cahier des charges Nature & Progrès est considéré comme une pluriactivité.

Le négoce de produits agricoles et alimentaires doit concerner des produits certifiés bio sur la base du règlement européen ou garantis par une mention telle que Nature & Progrès.

L'activité majoritaire doit rester une activité de production / fabrication N&P.

Si l'activité de revente est majoritaire, elle doit se faire sous un autre statut juridique que l'adhérent Nature & Progrès. Elle ne doit pas être contraire à la charte Nature & Progrès (exemple : activité liée au nucléaire, aux pesticides de synthèse, aux OGM, aux nanotechnologies, aux industries de l'armement...). Il est important de rester cohérent avec les principes de l'agroécologie et ne pas entrer en contradiction avec le projet associatif de Nature & Progrès par le choix des produits revendus.

III.4. Cas particulier de la revente sous mention N&P de produits certifiés AB

Une exception est prévue pour les titulaires de la mention qui souhaitent revendre des matières premières qu'ils utilisent par ailleurs dans leurs fabrications propres. L'usage de la mention est alors toléré aux conditions suivantes :

- Les matières premières concernées répondent aux critères minimaux des cahiers des charges N&P de transformation (certifiée AB / Déméter / Simples)
- l'adhérent maîtrise l'origine des matières premières concernées (identité du producteur, pratiques, etc.)
- l'étiquetage doit clairement indiquer qu'il s'agit de reconditionnement
- cette activité de revente se limite à un complément de gamme (il est préconisé moins de 10 % du chiffre d'affaires total).

III.5. Actionariat

Il est admis qu'une structure adhérente appartienne à une société mère, à condition que les activités de celle-ci ne soient pas contraires à la charte N&P.

Il est admis qu'un adhérent / structure adhérente possède des sociétés (cas des filiales pour une entreprise) si les activités de celles-ci sont conformes aux cahiers des charges N&P. Les activités ne relevant pas d'un cahier des charges N&P ne doivent pas être contraires à la charte N&P.

III.6. Périodes de conversion

III.6.1. Définition

Une période de conversion commence lorsqu'une ou plusieurs demandes d'améliorations sont formulées suite à une première enquête de terrain, ces demandes d'amélioration ne motivant pas un refus d'attribution

de mention. L'adhérent professionnel bénéficie du réseau de Nature & Progrès pendant cette période de conversion.

Une période de conversion peut durer de 6 mois à 3 ans. Elle peut concerner toutes les catégories professionnelles ; producteurs comme transformateurs.

Pour le cas particulier de la conversion des productions agricoles, la période de conversion conditionnée par les pratiques antérieures sur les terres ou les animaux est définie dans les cahiers des charges spécifiques à la production. Cela concerne les productions végétales, les plantes aromatiques et médicinales, et les élevages (caprin, ovin, bovin, porc, volaille, apiculture).

III.6.2. Règles d'étiquetage lors d'une période de conversion

Les adhérents en conversion peuvent :

- inscrire sur leurs étiquettes « en conversion vers la mention Nature & Progrès »
- recevoir et afficher une attestation de conversion sur leurs points de vente
- utiliser les documents de communication sur N&P.

En revanche, l'utilisation du logo sur les emballages et étiquettes n'est pas autorisée.

III.7. Traçabilité et règles d'étiquetage

Afin d'assurer le maximum de transparence pour le consommateur, les titulaires de la mention s'engagent à être clairs sur l'origine de leurs produits et à en garantir la traçabilité. Dans cette optique de transparence, les produits ayant la même composition et la même recette ne pourront pas être commercialisés sous des noms différents.

Le règlement d'utilisation de la marque ainsi que la charte graphique fixent les règles concernant l'utilisation du logo N&P. Les cahiers des charges pourront préciser des règles d'étiquetage spécifiques aux différentes activités.

D'une manière générale, la référence à Nature & Progrès sur les produits et supports de communication (logos) des titulaires de la mention est fortement recommandée **afin de participer à la promotion de l'association et de son éthique.**

IV. CONDITIONS PARTICULIÈRES DE PRODUCTION

IV.1. Obligations de traitements

Nature et Progrès dénonce les obligations de traitements phytosanitaires ou vétérinaires rendues obligatoires par l'autorité compétente (autorité préfectorale,...) tels que le varron pour les bovins ou la flavescence dorée pour la vigne.... Nature et Progrès se positionne pour une recherche préalable de méthodes de traitements compatibles avec ses cahiers des charges et ceux de l'agriculture biologique européenne officielle.

IV.2. Refus des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)

Nature & Progrès affirme l'interdiction générale d'utilisation des organismes génétiquement modifiés, des produits qui en contiennent et des produits ou sous-produits qui en sont issus (même s'ils ne contiennent pas de matériel génétique transférable).

Nature & Progrès définit comme OGM un organisme modifié génétiquement par l'intervention humaine (y compris lorsqu'il est exclu du champ d'application de la réglementation officielle) : **qu'il soit obtenu par transgénèse, stérilité mâle cytoplasmique, fusion cellulaire, mutation par irradiation ou stress chimique, etc. ou toute technique de modifications génétiques à venir.**

Les végétaux cultivés selon les cahiers des charges de Nature & Progrès et les matières premières végétales certifiées bio utilisées comme ingrédients ne doivent pas provenir de **semences génétiquement modifiées**. Les végétaux importés doivent répondre aux mêmes obligations. Lors de la culture, de la récolte, de la conservation et/ou de la préparation des végétaux destinés à l'alimentation des animaux, toutes les mesures doivent être prises afin de s'assurer que ces végétaux n'ont pas été traités par des **produits phytosanitaires** issus d'OGM ou en contenant et qu'ils n'ont pas été fertilisés avec des engrais et amendements du sol issus d'OGM ou en contenant.

Cette interdiction prévaut également pour les *produits vétérinaires*, sauf lorsqu'il n'existe aucun produit ou traitement équivalent et pour les *ingrédients, auxiliaires technologiques et additifs* utilisés lors de la *transformation alimentaire ou cosmétique* des produits issus de l'élevage et/ou de productions végétales.

IV.3. Produits garantis non ionisés

A quelque dose que ce soit, tous les traitements par *les rayonnements ionisants* artificiels (ultra-violets compris) *sont interdits* pour tous les types de produits et denrées sous mention Nature & Progrès (à l'exclusion des UV pour traiter l'eau utilisée dans les produits transformés).

IV.4. Limiter les risques de pollution avoisinante

Les parcelles et locaux où sont produits ou transformés des produits sous mention Nature & Progrès devront être éloignés *et hors circuit des vents dominants de grands centres industriels* ou d'usines polluantes. Il est recommandé qu'ils soient séparés d'au minimum de *500 m des grandes voies de circulation* routière (autoroute, voie express, route nationale).

Si cela n'est pas possible, le titulaire de la mention devra envisager les moyens de se protéger au mieux de la situation. L'enquête sur le terrain permettra d'estimer les risques de pollutions et apporter les informations nécessaires à la COMAC locale pour qu'elle puisse émettre un avis. Les parcelles et locaux où sont produits ou transformés des produits sous mention Nature & Progrès ne devront pas être exposés aux pollutions issues d'élevage industriel, d'aquaculture intensive ou de zone agricole intensive. Des précautions particulières (haies, systèmes d'assainissement, plateforme) devront être prises de façon à *protéger les zones dites fragiles* (zones de captage d'eau potable, rivière...). Les bâtiments, les aires de stockage et de compostage, seront conçus et aménagés pour éviter tout écoulement incontrôlé ou infiltration d'effluents liquides pouvant polluer les cours d'eau, les sources ou les nappes phréatiques.

IV.5. Non contamination par des polluants : nucléaire, chimique, OGM...

Les parcelles et locaux de transformation ne pourront pas être situés dans des zones à risque de contamination sans que soient annuellement procédés des contrôles de leurs productions.

Nature & Progrès peut demander des analyses de recherches de polluants dans les sols, cultures et produits (radioactivité, métaux lourds, ...).

V.6. Refus global des produits chimiques de synthèse

Sauf indication particulière, l'utilisation des produits chimiques de synthèse ainsi que ceux issus de la pétrochimie est totalement interdite.

INTRODUCTION

L'élevage paye un lourd tribut à l'industrialisation des pratiques agricoles. Non seulement l'élevage de type industriel tend à se généraliser pour toutes les espèces, mais les outils sur lesquels il s'appuie sont, de surcroît, largement diffusés : l'ensemble des modes d'élevage existants y ont plus ou moins recours. Sans cesse étoffés à la faveur d'avancées technologiques, ces outils, qui répondent tous à une logique d'intensification, ont pour effet d'artificialiser, d'uniformiser, de standardiser le vivant. Pour nombre d'élevages, la technique a tendance à s'insinuer entre l'animal et l'éleveur qui, dépossédé de son savoir, devient peu à peu un simple exécutant. Dans le même temps, même si elles passent sous silence, des pratiques minoritaires paysannes subsistent.

Conscients que ces éleveurs sont dépositaires d'une multitude de savoir-faire et de connaissances techniques, il est plus que jamais impérieux de promouvoir des systèmes d'élevage à visage humain reposant avant tout sur l'observation des animaux et le respect de leurs besoins physiologiques et éthologiques. Ceci est l'objet du présent cahier des charges.

L'élevage sous mention Nature & Progrès est fondamentalement lié au sol, en ce qu'il participe pleinement au maintien des complémentarités sol-plantes, plantes-animaux et animaux-sol. Cette interdépendance entre règne animal et règne végétal est entretenue par une association entre polyculture, prairies naturelles et élevage au sein d'un même domaine agricole, ou tout au moins, entre domaines voisins. Idéalement, la ferme, conçue comme un tout, devrait pouvoir réunir l'ensemble de ces composantes. Le difficile accès au foncier conduit toutefois à envisager la perspective de micro-filières à l'échelle locale.

Les pratiques agricoles doivent permettre une santé optimale des animaux, des terres et de l'environnement alentours, en évitant toute pollution des sols, des eaux de surface et des nappes phréatiques et en favorisant une diversité des niches environnementale (maillage de haies, talus, bandes forestières, maintien de zones humides...). Lors du choix des animaux et des cultures, les races et variétés adaptées aux conditions géographiques et climatiques sont privilégiées.

Harmonieusement ancrée dans son territoire, la ferme joue un rôle social non négligeable : elle participe à l'économie locale et au maintien d'un tissu rural fortement menacé.

Pour obtenir la mention Nature & Progrès, toute production doit être conforme aux règles des cahiers des charges de Nature & Progrès. Ces règles sont exposées sous forme d'une échelle progressive d'exigences qui distingue les pratiques recommandées, autorisées ou interdites. Dès lors qu'il n'est pas expressément autorisé, tout procédé ou produit est interdit.

Les COMAC¹, proches du terrain, peuvent juger au cas par cas du bien-fondé ou non de mesures dérogatoires temporaires.

¹Commission Mixte d'Agrément et de Contrôle.

PARTIE I : PARTIE RÉGLEMENTAIRE

Le présent cahier des charges a pour objet d'encadrer les conditions d'élevage des espèces bovines, équines et asines quelle qu'en soit la finalité : reproduction, production de viande, production laitière, travaux agricoles (traction animale), entretien des paysages (éco-pastoralisme), activités pédagogiques (équidés de médiation), activités sportives, tourisme (randonnée...).

Parallèlement au cahier des charges technique, les adhérents doivent se conformer à la Charte de Nature & Progrès qui les engage dans une approche globale environnementale et sociale.

Le respect de la réglementation officielle relève de la responsabilité individuelle des adhérents titulaires de la mention.

Les dispositions de la partie réglementaire faisant l'objet de précisions dans le guide de lecture sont systématiquement signalées par un pictogramme : ❖

I. CONDUITE DE L'ÉLEVAGE

I.1 CONSTITUTION ET RENOUVELLEMENT DU TROUPEAU

I.1.1 Préservation de la biodiversité animale

L'appauvrissement des ressources génétiques animales atteint aujourd'hui un niveau particulièrement critique. Nature & Progrès considère que la diversité biologique des animaux d'élevage est un patrimoine vivant qu'il convient de préserver et de valoriser. Il est fondamental de favoriser la diversité des races au sein de chaque espèce, mais également de maintenir de la diversité génétique au sein de chaque race.

- **Choix des races ❖**

Le choix de la race que l'on souhaite élever est largement conditionné par le territoire dans lequel la ferme est inscrite (altitude, pluviométrie, type de sol et de végétation, relief, ...) et le type de conduite mis en place.

Tout éleveur est incité à introduire dans son troupeau la ou les races les mieux adaptées aux conditions du milieu.

Le choix des races est laissé à l'appréciation de l'éleveur. Néanmoins, compte tenu de l'état préoccupant des ressources génétiques chez les bovins, comme chez les équidés, les éleveurs sont plus que jamais encouragés à privilégier des races locales ou des races à faible effectif, y compris hors de leur berceau d'origine.

Lors de l'enquête consécutive à une première demande de mention Nature & Progrès, la question du choix des races suscite une discussion systématique avec l'éleveur.

Un inventaire des races locales ou à faible effectif et des structures en charge de leur promotion est annexé au présent cahier des charges (cf. annexe II).

Un répertoire des adhérents ayant choisi d'élever de telles races peut être mis à disposition de tout éleveur sous mention Nature & Progrès sur simple demande effectuée auprès de la Fédération Nature & Progrès.

- **Rusticité**

La sélection animale repose sur un faisceau de critères de manière à favoriser la diversité génétique au sein du troupeau.

Les pratiques de sélection et d'élevage mises en place doivent permettre de favoriser la rusticité tant à l'échelle de l'individu qu'à l'échelle du troupeau. Un équilibre est à rechercher entre capacité d'adaptation des animaux à leur milieu et niveau de production.

Les objectifs de sélection et de production ne doivent pas modifier le comportement fondamental des animaux, ni aboutir à la création d'« hypertypes » ayant besoin pour survivre d'une alimentation et d'un environnement artificiels ou d'une assistance médicamenteuse permanente.

I.1.2 Mesures préventives vis-à-vis de l'ESB

L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), plus communément appelée « maladie de la vache folle », se caractérise par une longue incubation.

Au vu des facteurs de prédisposition à cette maladie et afin de prévenir les risques de contamination, il est préconisé :

- d'éviter la race hybride Prim'Holstein ;
- d'éviter le recours aux géniteurs les plus performants (présentant une consanguinité élevée), et de vérifier dans les 4 générations précédentes l'absence de tout ascendant mâle ou femelle faisant courir des risques de consanguinité non recherchés ;
- de tenir un cahier de filiation génétique de ses animaux ;
- de chercher à introduire de la diversité génétique dans le troupeau.

L'ESB est transmissible essentiellement par voie alimentaire. La qualité de l'alimentation des veaux est donc de première importance : se référer au paragraphe « allaitement et alimentation des jeunes animaux » (cf. point I.5.10).

I.1.3 Refus des animaux génétiquement manipulés

Les animaux obtenus par **clonage** ou issus d'animaux clonés sont **interdits**.

Les **animaux génétiquement modifiés** ou issus d'animaux génétiquement modifiés sont **interdits**, quelle(s) que soi(en)t la (ou les) technique(s) de génie génétique utilisée(s).

I.1.4 Reproduction

Nature & Progrès encourage les éleveurs à s'affranchir des technologies liées à la reproduction et à se réappropriier la sélection de leurs animaux, tout particulièrement en élevage bovin laitier où l'insémination artificielle est devenue le mode de reproduction majoritaire.

Ces technologies, souvent brevetées, tendent à déposséder les éleveurs de leur savoir-faire et les placent dans une situation de dépendance économique accrue.

- Mode de reproduction ❖

La reproduction doit, en principe, être fondée sur des méthodes naturelles.

Le transfert d'embryon² et la reproduction par clonage sont **interdits**.

- **Dispositions spécifiques aux bovins :**

La monte naturelle est le mode de reproduction à privilégier. Les éleveurs sont encouragés à se doter d'un taureau. Le recours au prêt de taureau est néanmoins envisageable pour assurer les saillies, notamment lorsqu'on est en présence de petits cheptels (troupeau inférieur à 15 têtes).

L'insémination artificielle est tolérée. Cependant, l'utilisation de semences sexées est interdite.

² Le transfert d'embryon est une méthode artificielle de reproduction consistant à prélever un embryon dans l'utérus d'un animal (dite femelle donneuse) et à le placer dans l'utérus d'un autre animal (dite femelle receveuse).

Lors de l'enquête consécutive à une première demande de mention Nature & Progrès, la question du mode de reproduction suscite une discussion systématique avec l'éleveur.

- **Dispositions spécifiques aux équidés :**

La reproduction est assurée par la monte naturelle. La présence d'un mâle reproducteur dans le troupeau est impérative, excepté pour les petits cheptels (nombre de femelles inférieur à 15). Dans ce dernier cas, l'éleveur peut recourir au prêt de mâle pour assurer les saillies.

L'insémination artificielle n'est autorisée que dans le cadre de la sauvegarde de race à faible effectif et en cas de difficultés avérées de l'éleveur lors de la recherche ou de la gestion de reproducteurs. Une demande de dérogation doit être faite auprès de la Comac et de la Comac fédérale.

L'utilisation de semences sexées est interdite.

- Cycle ovarien

La stimulation des chaleurs et le groupement des mises-bas sont assurés naturellement par « l'effet mâle ».

L'induction ou la synchronisation des chaleurs par voie hormonale est interdite. L'administration de tout traitement chimique à de telles fins est donc prohibée. Plus généralement, l'utilisation d'hormones (ou autres substances de synthèse analogues) en vue de maîtriser la reproduction n'est pas autorisée.

Le recours à la lumière artificielle pour regrouper les chaleurs n'est pas autorisé.

- Mises-bas

Les mises-bas naturelles doivent être recherchées.

La césarienne n'est autorisée que pour sauver la vie de l'animal ou pour lui éviter des souffrances. **La pratique systématique de la césarienne est donc interdite.**

REPRODUCTION				
	RECOMMANDE	AUTORISE	DECONSEILLE	INTERDIT
Race	Races locales ; Races à faible effectif	Toutes races	Race Prim'Holstein et races sur-sélectionnées	
Sélection	Sélection favorisant la rusticité			Création d'Hypertype
Manipulation génétique				Animaux clonés ; OGM ; Semences sexées.
Reproduction	Monte et mises-bas naturelles	Synchronisation des chaleurs par effet « mâle ». Césarienne. Insémination artificielle ponctuelle.		Synchronisation par voie hormonale. Insémination artificielle systématique. Transfert d'embryon. Césarienne systématique. Utilisation de lumière artificielle pour désaisonnement

I.1.5 Origine des animaux

Les animaux sont nés à la ferme.

En dehors du cas où l'animal est né à la ferme, toute **acquisition** en vue de constituer, augmenter ou renouveler son cheptel doit se faire dans le respect des dispositions suivantes :

- Les animaux proviennent, en maigre³, d'élevages sous mention Nature & Progrès.
- Les animaux proviennent, en maigre, d'élevages labellisés Demeter, Bio Cohérence ou certifiés biologiques en application de la réglementation européenne.
- A défaut, ils sont issus d'élevages en deuxième année de conversion.

Si les races recherchées ne sont pas disponibles auprès de ces différents circuits, les achats auprès d'élevages conventionnels sont autorisés, après accord de la COMAC locale ou fédérale, dans les conditions suivantes :

• Pour les individus femelles :

Les achats, en maigre, auprès d'élevages conventionnels sont autorisés jusqu'à 15 % des besoins de renouvellement (nombre de femelles réformées sur l'année x 15%). Ils se font en priorité auprès d'élevages pratiquant une agriculture paysanne. En phase de constitution de troupeau ou renouvellement pour perte accidentelle de tout ou partie du troupeau, le taux pourra être porté à 20 % des besoins.

Les femelles sont obligatoirement nullipares et non gestantes, et **âgées de moins de 10 mois**.

Des dérogations peuvent être accordées au cas par cas par la COMAC locale ou fédérale, **lorsque des races locales ou à faibles effectifs sont recherchées**.

• Pour les individus mâles :

L'achat de mâle auprès d'élevages conventionnels n'est autorisé que lorsque des races locales ou à faibles effectifs sont recherchées.

Les mâles sont âgés de moins de 18 mois. En cas de perte accidentelle, cette limite d'âge ne s'applique pas.

L'achat auprès d'élevages conventionnels de veaux destinés à l'engraissement est interdit.

Pour toute introduction d'animal sur la ferme, l'observation d'une période de quarantaine est préconisée. Elle permet de vérifier l'état général de l'animal.

Toute introduction d'animaux mâles et femelles d'origine conventionnelle entraîne l'application d'une période de conversion telle que définie au paragraphe « période de conversion » (cf. point I.1.6).

AQUISITION DES ANIMAUX			
	RECOMMANDE	AUTORISE	INTERDIT
Achat d'animaux	Naissance à la ferme	Achat sous mention N&P Achat d'animaux certifiés Demeter, Bio Cohérence, agriculture biologique. Achat d'animaux en 2eme année de conversion de certification agriculture biologique	Achat animaux conventionnels sans condition
Achat		Femelle de moins de 10 mois	Engraissement de veaux

³ En « maigre » : avant engraissement.

d'animaux en conventionnel		nullipare non gestante : 15 % du besoin de renouvellement Mâles de moins de 18 mois.	issus d'élevages conventionnels
-----------------------------------	--	---	---------------------------------

I.1.6 Période de conversion

- Conversion des animaux

Toute introduction d'**animaux mâles et femelles d'origine conventionnelle** entraîne pour ces animaux une **période de conversion** d'une **durée minimale** de **12 mois**, durant laquelle les règles du présent cahier des charges sont respectées.

Cette même période de conversion est attribuée en cas d'**utilisation de traitements vétérinaires interdits par le présent cahier des charges** ou de **nourrissage au lait en poudre pour les jeunes animaux**.

En cas de **production laitière**, le lait ne pourra être commercialisé ou utilisé pour des transformations sous mention Nature & progrès. Le mélange avec le lait conforme n'est pas autorisé.

- Conversion simultanée des terres et des animaux

En cas de **conversion simultanée** de la totalité des productions végétales et des animaux présents sur la ferme, la durée totale de la conversion est fixée à **24 mois**, si les conditions suivantes sont respectées :

- les animaux sont conduits suivant les règles du présent cahier des charges ;
- la ration des animaux est composée à 100 % d'aliments issus de parcelles en conversion en provenance de la ferme, ou par des aliments en priorité sous mention Nature & Progrès ; à défaut labellisés Demeter, Bio Cohérence ou certifiés biologique en application de la réglementation européenne.

A l'issue des 24 mois de conversion (730 jours), les animaux présents et introduits sur la ferme avant la fin du 12^{ème} mois de conversion pourront avoir, comme les jeunes nés sur place, la mention Nature & Progrès.

Cette possibilité de conversion simultanée des terres et des animaux en 24 mois est liée aux parcelles et ne peut s'appliquer qu'une seule fois.

Cependant, un éleveur sous mention Nature & Progrès qui reprend et convertit aussitôt un nouvel ensemble « terres et troupeau » peut bénéficier, à nouveau, d'une telle possibilité.

Remarque :

La durée normale de conversion des parcelles est fixée à 24 mois. La période peut être raccourcie, après accord de la COMAC locale ou fédérale :

- si les terres présentées n'ont pas été préalablement cultivées, ni amendées, ni désherbées par des techniques interdites par les cahiers des charges Nature & Progrès et si les analyses* de sol ne révèlent pas de rémanence de produits chimiques ; *analyse de sol non systématique, demandée par la COMAC locale ou fédérale.
- ou si les terres ont déjà été labellisées Demeter, ou Bio Cohérence ou certifiées biologique en application de la réglementation européenne dans les dix dernières années sans interruption ni retour à l'agriculture conventionnelle.

I.1.7 Enregistrement des mouvements

L'ensemble des mouvements d'animaux⁴ est consigné sur le carnet d'élevage mis en place par l'éleveur et tenu à jour, afin de permettre un suivi efficace du troupeau. Ce carnet est tenu à disposition de Nature & Progrès.

I.1.8 Vigilance sanitaire

Afin de limiter au maximum les risques sanitaires, toute introduction d'animaux sur la ferme exige une vigilance particulière.

L'éleveur doit s'assurer de l'état sanitaire des animaux qui entrent sur la ferme. Il prend toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas mettre en danger l'équilibre de son troupeau.

Il convient d'éviter toute négligence susceptible d'engendrer des mesures contraires aux dispositions du présent cahier des charges.

I.2. RESPECT DES BESOINS PHYSIOLOGIQUES ET DE L'INTEGRITE DES ANIMAUX

Les animaux sont élevés avec soin dans le respect de leur intégrité.

I.2.1 Attache au sol

L'élevage sous mention Nature & Progrès est fondamentalement lié au sol : la taille du cheptel doit être étroitement fonction des superficies disponibles.

La ferme dispose ainsi des surfaces nécessaires :

- pour assurer l'accès au plein air des animaux dans les conditions définies au paragraphe « pâturage » (cf. point I.5.5) ;
- pour permettre l'épandage de leurs déjections dans le respect des dispositions exposées au paragraphe « gestion des effluents d'élevage » (cf. point I.4) ;
- et assurer tout ou partie de leur alimentation conformément au paragraphe « lien au sol » (cf. point I.5.3).

I.2.2 Environnement adapté aux besoins

L'environnement des animaux (bâtiments, aires d'exercices, pâturages, etc.) doit être conçu de sorte que, selon leurs besoins, les animaux :

- disposent de suffisamment d'espace pour se déplacer, se coucher ou se reposer ; le comportement spécifique de chaque espèce étant respecté ;
- aient suffisamment d'air et de lumière du jour ;
- ne soient pas exposés de manière excessive aux différents facteurs du milieu (vent, froid, chaleur, soleil, pluie) ;
- disposent d'une aire de couchage garnie d'une litière végétale propre et sèche.

I.2.3 Santé préservée

⁴ Effectif, entrées et sorties (ventes, autoconsommation, pertes éventuelles) d'animaux.

Les méthodes d'élevage mises en place visent à maintenir les animaux en parfaite santé par des actions essentiellement préventives de nature à stimuler leur immunité naturelle.

La prévention des maladies passe en premier lieu par le maintien d'un bon équilibre entre les animaux et leur environnement.

Les animaux ont à disposition une alimentation de qualité telle que définie au paragraphe « alimentation » (cf. point I.5), conforme à leurs besoins nutritionnels aux différents stades de leur développement.

I.2.4 Mutilations

Le minimum de mutilation possible est pratiqué sur les animaux, afin de respecter au mieux leur intégrité physique.

- Écornage ❖

L'écornage est **interdit**.

En cas de besoin, l'épointage, qui consiste à limer les extrémités **sans porter atteinte à la partie vivante de la corne**, est autorisé.

L'élevage d'**animaux génétiquement écornés** (au moyen d'une sélection génétique ciblée permettant d'obtenir des animaux sans cornes) est également **interdit**.

- Castration ❖

L'élevage de mâles entiers est encouragé. Le recours à la castration doit être justifié en fonction de la conduite du troupeau.

- Dispositions spécifiques aux bovins :

La **castration** des mâles est **autorisée**.

La **castration chimique** est **interdite**, seules les méthodes suivantes peuvent être utilisées :

- castration à l'élastique,
- castration à la pince,
- castration chirurgicale,
- stérilisation par cryptorchidie (*placage des testicules contre l'abdomen*)

Le **choix de la méthode** est laissé à l'appréciation de l'éleveur, néanmoins ce choix est **conditionné au devenir de l'animal et à son âge** :

La méthode à l'**élastique** peut être utilisée entre le 1^{er} et le 7^{ème} jour de vie de l'animal, au de-là de cet âge, la castration à l'élastique est fortement déconseillée en raison des douleurs chroniques engendrées ; Il est préconisé de couper le scrotum mort une dizaine de jour après la pose de l'élastique.

La méthode à la **pince** est pratiquée à partir de l'âge de 2 mois.

En cas de sélection de reproducteurs et donc de **castration tardive** (>9 mois), la castration devra être faite soit par castration à la pince, soit par castration chirurgicale.

Quel que soit la technique utilisée le recours à des méthodes de soulagement de la douleur est encouragé : bombe à froid, anesthésie locale (injection de lidocaïne), anesthésie générale. **L'animal est accompagné de manière à optimiser sa guérison** : propreté, soins (huiles essentielles, homéopathie...).

- **Dispositions spécifiques aux équidés :**

La **castration** des mâles est **autorisée**.

Elle est nécessairement pratiquée par **ablation chirurgicale**. La **castration chimique** est **interdite**.

La castration se fait sur un animal âgé de 6 mois à 2 ans.

Le recours à une **anesthésie locale** ou **générale** est **obligatoire**.

L'animal est accompagné de manière à optimiser sa **guérison** : propreté, soins (douche froide, huiles essentielles, homéopathie...).

- Bouclage des naseaux

Seul le **bouclage des naseaux** des **taureaux** est **autorisé**. Il permet de sécuriser l'éleveur, lorsqu'il manipule l'animal.

Cette intervention est effectuée le plus tôt possible sur le jeune mâle. Elle est pratiquée de manière à minimiser la souffrance et le stress de l'animal. Le recours à une anesthésie locale est encouragé.

	MUTILATIONS		
	RECOMMANDE	AUTORISE	INTERDIT
Mutilations	Aucune mutilation	Bovin : Épointage des cornes ; Bouclage des naseaux des mâles reproducteurs	Écornage. Élevage d'animaux génétiquement écorné.
Castration	Élevage de mâles entiers	Bovin : Toute méthode mécanique avec méthode de soulagement de la douleur. - 1 ^{er} semaine : élastique - >1 ^{er} semaine : pince ou ablation chirurgicale Équins : Ablation chirurgicales avec anesthésie locale ou générale.	Castration chimique

1.3. CONDITIONS D'ELEVAGE

Les animaux sont élevés en plein air intégral ou en plein air avec accès à un bâtiment. Les modalités d'accès au plein air sont définies dans le paragraphe « pâturage » I.3.1.

Le choix du type de bâtiment revient à l'éleveur, en fonction de ses pratiques et des réalités de terrain (bâtiment déjà existant, pente, climat...).

Les conditions de logement doivent respecter les caractéristiques physiologiques des animaux et répondre aux besoins comportementaux spécifiques à leur espèce.

Le maximum de liberté de mouvement, de confort et d'hygiène doit être donné aux animaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

I.3.1 Pâturage

Le « zéro pâturage » est **interdit** : les animaux doivent avoir accès à des espaces en plein air recouverts de végétation (prairies temporaires ou permanentes, parcours naturels, landes, alpages et estives...) correspondant à leurs besoins physiologiques et sanitaires.

- Modalités d'accès

Dans la mesure où les conditions climatiques et l'état du sol le permettent, les animaux sont obligatoirement menés à la pâture.

Ils doivent impérativement être conduits au pâturage au **minimum 5 mois par an**.

Les pâturages doivent présenter une flore suffisamment variée (feuillage, graminées, légumineuses⁵, fruits sauvages). Les prairies naturelles et zones boisées naturelles sont, dans la mesure du possible, privilégiées.

L'utilisation de **parcours collectifs, nationaux, communaux ou domaniaux**, est **autorisée** s'ils n'ont pas été cultivés, ni amendés, ni désherbés par des techniques interdites par les cahiers des charges Nature & Progrès dans les 2 dernières années **et** si aucun complément alimentaire ou vétérinaire non autorisé par le présent cahier des charges n'est distribué en libre-service.

- Plein air intégral

L'élevage en plein air intégral est pratiqué dans le respect des conditions fixées au présent paragraphe.

Un bâtiment doit être présent sur la ferme pour y loger les animaux malades ou ceux qui ont besoin de soins particuliers. **Une telle obligation n'est pas exigée** pour les alpages ou estives d'altitude, utilisés durant l'été.

Les pâturages des élevages de plein air intégral doivent posséder suffisamment d'**abris naturels** (zones boisées,...) **accessibles aux animaux** pour leur permettre de se protéger du vent, du soleil et de la pluie.

- Chargement à l'hectare

Le chargement à l'hectare (ou densité des animaux) désigne le nombre d'animaux par unité de surface. Il est défini de manière à ce que la ferme soit en capacité de nourrir le cheptel et à ce que la quantité totale d'effluents ne dépasse pas 140 unités d'azote par ha et par an conformément au paragraphe « gestion des effluents d'élevage » (cf. point I.4).

Pour permettre la production de tout ou partie de l'alimentation et l'épandage des déjections dans la limite ainsi fixée, **le chargement est limité à 1 UGB/Ha de surface fourragère principale (SFP)**⁶ destinée à l'alimentation du troupeau.

Pour déterminer le nombre d'animaux équivalant à 1 UGB⁷, il convient de se reporter au tableau de conversion annexé au présent cahier des charges (cf. annexe 3).

I.3.2 Condition de logement en bâtiment

Lors de la construction de nouveaux bâtiments d'élevage, l'emploi de matériaux à faible impact environnemental doit, dans la mesure du possible, être envisagé. Les éleveurs devront, de préférence, faire appel à des matériaux locaux dont l'usage est reconnu dans la région ou à des matériaux possédant des qualités reconnues en bio-construction. Des formes architecturales qui s'inspirent de l'identité locale seront privilégiées. Il sera, de préférence, fait appel à des énergies douces et renouvelables.

⁵Famille botanique désormais dénommée fabacées.

⁶La surface fourragère principale représente la part de la surface agricole utile (SAU) dédiée à la production de fourrages récoltés ou pâturés. La surface agricole utile représente la surface de la ferme utilisable pour les cultures et la pâture.

⁷UGB (ou Unité Gros Bovin : unité statistique employée pour comparer différentes catégories d'animaux en se basant sur leurs besoins alimentaires. Par convention, 1 vache laitière = 1 UGB).

Afin de préserver la santé des animaux, les peintures et les matériaux utilisés pour les stabulations doivent, autant que possible, être exempts de matières toxiques.

Les installations électriques et toutes les parties métalliques des bâtiments devront être reliées à la terre.

- **Ambiance des locaux**

Les différents paramètres d'ambiance du logement (température, hygrométrie, vitesse de l'air, qualité chimique et bactériologique de l'air, éclairage naturel) sont adaptés au maintien d'un confort optimal et d'un bon état de santé des animaux.

Les bâtiments doivent disposer d'une aération et d'un éclairage naturels suffisants. La ventilation naturelle est assurée par des ouvertures correctement dimensionnées permettant les entrées et sorties d'air.

- **Litières**

L'usage de caillebotis, qu'il soit partiel ou intégral, est strictement interdit. Les systèmes d'élevage sans litière végétale, générateurs de lisier, sont interdits.

Le système de couchage doit être suffisamment paillé. **La litière doit être propre et sèche.** Elle est raclée ou accumulée.

La litière est composée de :

- paille issue de la ferme ou de fermes sous mention Nature & Progrès ;
- paille issue de fermes labellisées Demeter, Bio Cohérence ou certifiées biologiques

Peuvent également être utilisés :

- végétaux grossiers issus de la ferme (en complément) ;
- broyat de broussailles ;
- copeaux de bois, sous réserve d'une garantie d'absence de traitement chimique après abattage.

Les **achats de paille issue de l'agriculture conventionnelle** sont soumis à l'accord de la COMAC locale ou fédérale. La paille achetée doit être **garantie sans raccourcisseurs de paille**. La priorité est donnée à la paille issue de fermes en conversion.

- **Stabulation pour bovins ❖**

Pour les bovins, trois types de stabulation sont autorisés : la stabulation libre, la stabulation libre à logette, la stabulation entravée. L'éleveur est donc libre de choisir entre ces trois modes de logement, en fonction de la configuration de sa ferme. La stabulation entravée est toutefois réservée à la phase hivernale ou de finition et fait l'objet de recommandations.

Lorsque la mise à la pâture n'est pas permise en raison des conditions climatiques et de l'état du sol, les animaux doivent avoir accès à une aire d'exercice extérieure.

Les superficies minimales devant être allouées aux animaux sont définies en fonction du mode de logement retenu par l'éleveur. Les surfaces minimales dont disposent les animaux à l'intérieur des bâtiments excluent les aménagements : toutes les données chiffrées ci-après correspondent à des superficies nettes.

Tous les animaux peuvent accéder à l'auge et abreuvoirs simultanément.

La **phase finale d'engraissement** des bovins destinés à la production de viande peut avoir lieu à l'intérieur pour autant que cette période s'étende au maximum sur **3 mois**, n'excède pas **1/5^{ème} de la vie de l'animal** et **que les animaux aient accès à une aire d'exercice**.

- **Stabulation libre paillée**

En stabulation libre, la mise en place d'une litière accumulée sur l'année, fortement paillée, est encouragée.

Chaque animal dispose au minimum de l'espace suivant :

STABULATION LIBRE	
<i>Surface en bâtiments (dont aire de couchage paillée)</i>	
Mâle reproducteur	10 m ²
Bovins < 100 kg	3 m ²
Taurillons et génisses > 500 Kg :	5 m ² + 1m ² /100kg supplémentaire
Vache suitée (+ veau) :	
- petites races :	6 m ²
- grandes races (>500kg) :	8 m ²

- **Stabulation libre à logettes :**

Chaque animal dispose au minimum de l'espace suivant :

	LOGETTE		COULOIR DE CIRCULATION	COULOIR D'ALIMENTATION
	<i>Largeur minimale</i>	<i>Longueur minimale</i>	<i>Largeur minimale</i>	<i>Largeur minimale</i>
Petites races	1,40 m	2,20 m	1,5 m	3,5 m
Grandes races (>500kg)	1,40 m	2,40 m	2,5 à 2,8 m	3,5 m

La forme des logettes doit être choisie de façon à garantir le maximum de confort aux animaux.

- **Stabulation entravée à stalles courtes :**

L'attache des bovins en étable est **autorisée** pendant la phase de **stabulation hivernale**. Elle est également autorisée pour de courtes périodes et dans un but précis : finition d'engraissement, maladie, tarissement...

A défaut d'accès aux pâturages, les animaux ont obligatoirement accès à une aire d'exercice, et ce au moins **2 fois par semaine**.

Dans les étables entravées, les animaux disposent d'une litière particulièrement confortable et bénéficient de soins exigeants (brossage...).

Les animaux doivent pouvoir bénéficier d'une certaine liberté de mouvement : **les attaches trop contraignantes sont interdites**. Les animaux doivent en effet pouvoir se coucher dans différentes positions (quatre positions sont normalement observées chez la vache : longue, large, en boule, étroite), se tenir debout, se gratter, se lécher librement. Il appartient à la COMAC locale ou fédérale d'apprécier le respect des besoins comportementaux des animaux en matière de liberté de mouvement.

Il est **interdit** de maintenir les animaux **attachés en permanence**.

Chaque animal dispose au minimum de l'espace suivant :

	STALLE	
	Largeur minimale	Longueur minimale
Petites races	1,10 m	1,75 à 1.90 m
Grandes races (> 500kg)	1,25 m	1,85 à 2 m

- **Aire d'exercice :**

Les animaux disposent au minimum :

	AIRE EXERCICE
Mâle reproducteur	30 m ²
Bovins < 100 kg	1
Taurillons et génisses < 500 Kg :	4 m ² + 1m ² /100kg supplémentaire
Vache suitée (+ veau) :	
- petites races :	5 m ²
- grandes races (>500kg) :	7 m ²

- **Stabulation pour veaux lorsque les mères nourrices sont en stabulation libre ou entravée**

La **claustration des veaux** en boîtes individuels est **interdite**.

Un isolement ponctuel en vue de prodiguer des soins vétérinaires est néanmoins autorisé. Les boîtes d'isolation temporaire doivent être sur litière végétale avec des parois à claire voie permettant une relation avec le reste du troupeau ainsi qu'un bon renouvellement d'air.

Par ailleurs, les veaux nourris au seau peuvent, le temps du repas, être alimentés via des cases individuelles.

Les veaux logés en cases collectives paillées ont une surface minimale de 2 m² par veau.

En stabulation libre, les veaux de lait doivent rejoindre librement leur mère.

- Stabulation pour équidés

Seules les stabulations libres en bâtiment ou boîte et les stabulations à logette sont autorisées.

Les surfaces minimum disponibles sont de

- 5m² pour les ânes et ânesses
- 8 m² pour les chevaux et juments.
- 12 m² pour les femelles gestantes

L'attache permanente des équins est interdite.

L'attache des équins est **autorisée** uniquement pour de courtes périodes et dans un but précis : maladie, tarissement, dressage (animaux de traction)... Les animaux doivent dans ce cas pouvoir bénéficier d'une certaine liberté de mouvement : **les attaches trop contraignantes sont interdites**. Les animaux doivent pouvoir se coucher, se tenir debout, se gratter,... librement. Il appartient à la COMAC locale ou fédérale d'apprécier le respect des besoins comportementaux des animaux en matière de liberté de mouvement.

Les animaux doivent obligatoirement avoir **accès aux parcs et pâtures quotidiennement**. En cas de difficultés d'accès, les animaux ont obligatoirement accès à une **aire d'exercice**, et ce au moins **2 fois par semaine**.

CONDITIONS DE LOGEMENT			
	RECOMMANDE	AUTORISE	INTERDIT
Accès à l'extérieur	Pâturage quotidien	Plein air intégral Plein air + bâtiment Pâturage minimum 5 mois/an Chargement à l'hectare total de la ferme : 1 UGB/ha de SAU Respect de la limite d'un apport de 140 U/N/ha de surface d'épandage /an	A l'année, élevage en bâtiment + aire exercice
Type de bâtiment	Matériaux écologiques	Tous matériaux	Matériaux contenant des résidus toxiques
Litière	Paille / végétaux grossiers autoproduits	Paille/végétaux grossiers Nature & Progrès, Demeter, Bio Cohérence ou certifiés biologiques. Broyats de broussaille ou copeaux de bois non traités. Paille conventionnelle non-traitée sous condition.	Absence de litière Caillebotis Paille conventionnelle
Stabulation	Stabulation libre paillée	Bovins : Stabulation à logette ; stabulation entravée à stalle courte en période hivernale avec accès à une aire d'exercice. Équins : stabulation à logette.	Attache permanente Maintien permanent en box individuel

- **Hygiène des locaux**

Le nettoyage des locaux est assuré au moyen des produits suivants :

- nettoyage à l'eau sous pression ou à l'eau chaude ;
- lait de chaux préparé au moment de l'emploi avec de la chaux vive dans la proportion de 10% ;
- carbonate de sodium, de potassium ;
- huiles essentielles ;
- eau oxygénée ;
- soude caustique ;
- potasse caustique ;

Il est conseillé de nettoyer et désinfecter les locaux au moins une fois par an.

L'assainissement de l'air est possible par pulvérisation et nébulisation d'essences naturelles de plantes.

L'emploi régulier de poudre asséchante est préconisé afin d'assainir la litière et contenir la pression des parasites (interne et externe) : chaux (100g/m²), phosphates naturels, maërl, poudres de roches, poudres et extraits de plantes. En raison de sa surexploitation, l'utilisation de lithothamne est à délaissier. Son usage est limité à 5kg/UGB/an.

L'usage d'anti-parasitaires à base de **pyrèthre** est **autorisé** lors de l'assainissement des locaux, en l'absence d'animaux.

I.4 GESTION DES EFFLUENTS D'ELEVAGE

L'entretien de la fertilité naturelle des sols et la restauration de leur structure sont le fondement de toute activité agricole durable. Dans cette perspective, Nature & Progrès encadre les épandages de matières organiques contenant de l'azote et du phosphore :

- Les épandages sont interdits lorsque les conditions rendent cette pratique particulièrement nuisible pour l'environnement : interdiction d'épandre des fumures sur la neige, interdiction d'épandre des fumures l'hiver au cours de périodes où un arrêt complet de la végétation est observé.
- Nature & Progrès préconise de rentrer les animaux la nuit dans les périodes de pluviométrie extrême de printemps ou d'automne, afin d'éviter la destruction des sols et le lessivage des bouses.
- Nature & Progrès encourage les pratiques qui visent à activer la structure du sol, à améliorer et à maîtriser l'assimilation de l'azote et du phosphore par la végétation et qui participent ainsi à la préservation des eaux.

La réalisation d'un bilan annuel d'azote est conseillée, afin de connaître les surfaces nécessaires à l'épandage.

L'épandage se fait en priorité sur la ferme ou fait l'objet d'un contrat avec des fermes voisines de préférence sous mention Nature & Progrès, à défaut certifiées biologiques. Dans ce cas, les fermes voisines acceptent tout contrôle du bon déroulement de ces épandages.

Les effluents peuvent également être livrés auprès d'une entreprise fabriquant des engrais sous mention Nature & Progrès ou des engrais utilisables en agriculture biologique. Les livraisons devront être attestées par des bons.

La totalité des apports (effluents d'élevage, amendements, engrais divers...) est **limitée à 140 unités d'azote par hectare de surface d'épandage et par an**⁸ sur la ferme. En cas de coopération avec des fermes voisines, le respect de ce plafond est calculé sur la base de l'ensemble des parcelles des fermes concernées. L'éleveur doit être en mesure d'établir que ses terres n'ont pas reçu d'excédents d'effluents.

Les équipements destinés au stockage des effluents d'élevage (bâtiments, aires de stockage, aire de compostage...) sont conçus et aménagés pour éviter tout écoulement incontrôlé ou infiltration d'effluents liquides dans les sols.

Les effluents liquides (purin) doivent être associés à des végétaux pour réaliser des composts.

Avant l'emploi en culture, les **fumiers** doivent être **compostés au minimum 3 mois** avec les moyens les plus adaptés (bâchages, aires aménagées...), afin d'éviter la pollution des eaux de surface et des nappes phréatiques notamment. Cependant, selon la nature du sol et la configuration du bassin versant, **l'épandage de fumier frais sur les prairies** est autorisé.

I.5. ALIMENTATION

I.5.1 Préconisation générale

L'utilisation d'**organismes génétiquement modifiés** (OGM), tels que définis dans le préambule du présent cahier des charges, pour alimenter le bétail est strictement **interdite**. A ce titre, l'usage de variétés hybrides à stérilité mâle cytoplasmique (CMS) obtenues par génie génétique (telles que le colza, le tournesol, le chou, par exemple) est interdit.

A quelle que dose que ce soit, tous les traitements par les **rayonnements ionisants** (ultra-violet compris) sont **interdits** pour les produits et denrées destinés à l'alimentation animale.

⁸ : 140 unités d'azote par hectare et par an = 140 kg d'azote par hectare et par an.

Les denrées utilisées (fourrages, concentrés) n'ont subi **aucun traitement chimique** ou cours de leur stockage.

L'utilisation de **substances de synthèse**, destinées à stimuler la croissance ou la production, dans l'alimentation est strictement **prohibée**.

I.5.2 Base de la ration alimentaire

L'utilisation du pâturage et l'apport de fourrages de qualité sont les modes d'alimentation principaux.

Il est impératif que le troupeau soit mené à la pâture, conformément aux dispositions du paragraphe « pâturage » (cf. point I.3.1). **Il est en effet essentiel que l'animal réalise lui-même la récolte de sa ration de base.**

- Ration des Bovins

La ration journalière des bovins est composée, **au minimum**, de **70 % de fourrages** (% de la ration en équivalent matière sèche).

La ration est variée dans sa flore et peut l'être dans son mode de conservation. Il est conseillé que les animaux puissent recevoir, selon la disponibilité et les saisons, une ration alimentaire diversifiée incluant les différentes parties du végétal :

- aliments racines : pommes de terre, betteraves, topinambours, etc....
- aliments feuilles : herbes de prairie, feuillage, fourrages, choux fourragers, etc.... ;
- aliments fleurs : fleurs de prairie et bourgeons, choux fleurs, etc....,
- aliments fruits : glands, fruits sauvages

- Ration des Équidés

La ration journalière des équidés est composée, **au minimum**, de **75 % de fourrages** (% de la ration en équivalent matière sèche).

La plantation d'arbres fourragers (frêne, châtaigner, merisier...) est conseillée.

I.5.3 Lien au sol

On désigne par lien au sol la capacité d'une ferme à produire sur place l'alimentation nécessaire aux besoins du troupeau.

Le respect du lien au sol est un principe fondamental auquel Nature & Progrès est fermement attaché. Aussi, **l'essentiel de la ration des animaux doit être produit sur la ferme à raison d'un minimum de 50 % des besoins alimentaires en matière sèche (parcours compris)**. La part restante doit, dans la mesure du possible, être assurée par des approvisionnements locaux effectués en priorité auprès de fermes sous mention Nature & Progrès ; à défaut, labellisées Demeter, Bio Cohérence ou certifiées biologiques en application de la réglementation européenne. A cette fin, la création de micro-filières est encouragée.

L'éleveur dispose, si nécessaire, d'un **délai de trois ans** à compter de son adhésion à Nature & Progrès (ou à compter de l'entrée en vigueur du présent cahier des charges, si son adhésion est antérieure) **pour atteindre ce seuil**. Au cours de cette période, il revient à la COMAC locale ou fédérale d'évaluer, chaque année, la situation de l'adhérent.

En cas de difficultés d'accès au foncier ou **lorsque les conditions du milieu sont particulièrement difficiles** (sols peu propices à la production de fourrages et de céréales, exposition peu favorable, période de végétation raccourcie...), il appartient à la COMAC locale ou fédérale d'apprécier l'impossibilité pour

l'éleveur d'atteindre le seuil minimal fixé et de juger de la nécessité de recourir à des approvisionnements extérieurs.

I.5.4 Fourrage ❖

Le fourrage (prairies permanentes et temporaires) **est de préférence produit sur la ferme en respect du cahier des charges productions végétales.**

L'affouragement en vert est **autorisé** uniquement dans la mesure où il permet de valoriser des parcelles inaccessibles ou de pallier à un problème d'accès aux pâtures ponctuel. Il ne peut, en aucune manière, se substituer au pâturage. Cette technique doit être utilisée à minima afin également de préserver la biodiversité sauvage des prairies au début du printemps.

- **Mode conservation :**

Le séchage est le mode principal de conservation des fourrages. La déshydratation des fourrages est assurée de préférence par le fanage.

Dans les régions où le séchage en extérieur s'avère délicat, le recours à un séchoir peut être autorisé selon la configuration de la ferme (séchoir solaire ; ventilation).

Il est **interdit** de mélanger aux fourrages secs :

- des additifs à but conservateur (ammoniac, urée, enzyme, bactérie, acide organique, produit de synthèse), sauf le sel marin
- des additifs à but antioxydant
- des additifs sensoriels (colorant et substance aromatique)

L'ensilage est interdit.

L'enrubannage n'est toléré qu'à titre supplétif : le séchage reste le mode principal de conservation des fourrages. L'éleveur n'a recours à l'enrubannage que dans la mesure où les conditions climatiques ne sont pas assez favorables pour faire sécher les foin (sauvetage des foin).

Le fourrage enrubanné, pour être toléré, ne doit pas être trop humide : son taux d'humidité ne doit pas excéder 30 %.

Lors de l'**enrubannage**, l'**ajout d'agents technologiques** facilitant la fermentation est **interdit** (produits de synthèse, enzymes, micro-organismes, sucres...) tout comme d'autres additifs (sensoriel, conservateur).

L'apport de fourrage enrubanné est plafonné : **il ne doit pas excéder 20 % de la matière sèche composant la ration journalière.**

- **Achats extérieurs**

Le fourrage acheté est en priorité sous mention Nature & Progrès ; à défaut labellisé Demeter, Bio Cohérence ou certifié biologique.

- **Dérogation relative à l'achat de fourrages conventionnels**

En cas de **situations exceptionnelles** (incendies, accidents, dégâts causés par la faune sauvage) ou pour des raisons climatiques reconnues (grêle, inondation, sécheresse...), et après accord de la COMAC locale ou fédérale :

- l'achat de **fourrages en deuxième année de conversion** peut être autorisé dans la **limite de 20 % de la ration journalière en matière sèche** (minéraux et aliments minéraux non compris) ;

- l'achat de fourrages conventionnels, cultivés **sans herbicides, engrais de synthèse et garantis non issus de semences génétiquement modifiées**, peut être autorisé dans la limite de 10 % de la ration journalière en matière sèche (minéraux et aliments minéraux non compris).

L'achat dérogatoire de fourrages en deuxième année de conversion doit être envisagé en priorité. Les deux types de dérogation peuvent néanmoins être accordés de manière cumulative en cas de besoin.

Une déclaration écrite précisant les différents achats effectués est remise à la COMAC locale ou fédérale. Une attestation de garantie pour le foin non traité doit être signée par le fournisseur.

L'achat de **fourrage conventionnel sans garantie** est interdit.

I.5.5 Concentrés ❖

Seuls les concentrés simples sont autorisés.

Les concentrés sont, en priorité, produits sur la ferme ou élaborés par un opérateur sous mention Nature & Progrès. A défaut, ils sont labellisés Demeter, Bio Cohérence ou certifiés biologique.

Dans la mesure du possible, sont privilégiés des concentrés issus de production fermière plutôt qu'issus de process industriels.

Sont **autorisés** :

- céréales, protéagineux et oléagineux : grains entiers, broyés ou aplatis, germés, floconnés ou extrudés, compactés, sous forme de farine
- tourteaux de simple pression à froid sans solvant ou traités à l'eau et à la vapeur d'eau (tourteau de tournesol, lin, colza, sésame...). Les tourteaux d'arachides sont proscrits en raison des risques d'aflatoxines.
- luzerne déshydratée
- drêches de brasserie fraîches ou déshydratées (si brasserie locale)

L'apport de graines de céréales germées est conseillé en raison de leur bonne assimilation.

La quantité maximale de concentrés consommables par le troupeau est **limitée à 20% de la ration journalière en matière sèche.**

En cas de difficultés d'approvisionnement, et après accord de la COMAC locale ou fédérale, l'achat de **concentrés en deuxième année de conversion** peut être autorisé dans la limite de **20 % de la quantité de concentrés** composant la ration des animaux.

La plus grande vigilance est à observer s'agissant de l'origine des tourteaux de soja, de colza et de tournesol, compte tenu du risque de contamination par **OGM**.

L'achat de concentrés composés est interdit : l'éleveur élabore lui-même à la ferme son mélange à partir de concentrés simples. Le mélange peut toutefois être élaboré par un opérateur sous mention Nature & Progrès.

I.5.6 Compléments alimentaires et additifs à but nutritionnel ❖

Les compléments alimentaires peuvent être présentés sous forme de poudre, de semoulette, de granulés et/ou de blocs obtenus par simple pression et sans additifs.

Les **compléments** sont, en priorité, produits sur la ferme ou élaborés par un opérateur sous mention Nature & Progrès à partir de matières premières **Nature & Progrès, labellisées Demeter, Bio Cohérence ou certifiées biologiques**. A défaut ils sont **d'origine naturelle**.

Sont autorisés :

- **Minéraux**

- sodium (sel de mer non raffiné, sel gemme (issu de mines), bicarbonate de sodium)
- calcium (maërl, carbonate de calcium issu de carrières, coquilles d'animaux aquatiques et os de sèche, gluconate, lactate stéarate de calcium) : en raison de sa surexploitation, l'utilisation de lithothamne à titre de complément minéral est à utiliser avec modération. Son usage est **limité à 1kg/UGB/an**. Les autres sources de calcium sont à privilégier
- phosphore (monocalcique défluoré, bicalcique défluoré)
- magnésium (chlorure de magnésium, magnésie anhydre)
- soufre (sulfate de sodium, soufre fleur)

- **Oligo-éléments**

- fer (carbonate ferreux, sulfate ferreux, oxyde de fer)
- iode (iodate de calcium, iodure de sodium)
- cobalt (sulfate de cobalt, carbonate basique de cobalt)
- cuivre (oxyde cuivrique, carbonate basique de cuivre, sulfate et chélate cuivrique)
- manganèse (carbonate manganoux, oxyde manganoux et manganique, sulfate et chélate manganoux)
- sélénium (sélénate de sodium, sélénite de sodium)
- zinc (carbonate de zinc, oxyde de zinc, sulfate et chélate de zinc)
- Molybdène (molybdate d'ammonium, molybdate sodique)

- **Produits divers**

- argiles, bentonite
- poudres et extraits de plantes
- épices, aromates
- produits de la ruche (propolis...)
- poudre de charbon de bois
- algues
- huile de foie de morue et flétan (sans vitamines de synthèse) : ces compléments alimentaires sont à utiliser avec modération, compte tenu de la raréfaction des ressources marines.
- hydrolysats, autolysats et protéolysats de poissons sauvages obtenus par voie enzymatique sous forme soluble ou non, issus d'une pêche pélagique (de haute mer) d'espèces gérées par quota permettant de protéger la ressource halieutique
- lactosérum brut
- concentrés protéiques de luzerne
- levures de bière
- enzymes, micro-organismes et probiotiques issus de cultures non OGM. Il est préférable d'utiliser des préparations naturellement riches en enzymes et micro-organismes : préparations lacto-fermentées (pain/céréales lactofermentées), kéfir...

I.5.7 Apports nutritionnels spécifiques d'adaptation

L'administration de vitamines de synthèse ou d'acides aminés en dehors de toute prescription vétérinaire est interdite.

L'utilisation, sur prescription vétérinaire, de vitamines de synthèse ou d'acides aminés est comptabilisée comme un traitement allopathique. Ces substances ne peuvent pas être prescrites à des fins préventives.

Leur usage doit se faire dans le respect des dispositions prévues au paragraphe « prophylaxie et soins vétérinaires » (cf. point I.7).

I.5.8 Allaitement et alimentation des jeunes animaux ❖

Nature & Progrès encourage l'élevage et la valorisation des jeunes animaux : voir paragraphe III.1.1

- Allaitement et alimentation des veaux

Les veaux des troupeaux à viande sont élevés sous la mère jusqu'au sevrage.

Les veaux des troupeaux laitiers sont nourris au lait maternel, à défaut avec le lait du troupeau. L'allaitement libre sous la mère pendant les premiers jours de la vie est préconisé.

Après les 15 premiers jours, et jusqu'au sevrage, les veaux doivent, en plus du lait, avoir à leur disposition des fourrages et/ou de l'herbe et de l'eau.

La **pose de panier sur le museau** empêchant l'accès au fourrage est **interdite**.

En cas d'impossibilité de la mère à allaiter ou de problème sanitaire dans le troupeau, il est possible d'utiliser du colostrum congelé ou du lait congelé sur la ferme ou issu d'une autre ferme sous mention Nature & Progrès, à défaut d'une ferme labellisée Demeter, Bio Cohérence ou certifiée biologique en application de la réglementation européenne.

Il est également possible d'utiliser du lait issu d'une autre espèce (chèvre, brebis...), sous mention Nature & Progrès ou certifié biologique.

L'usage systématique de poudre de lait, même obtenue à partir de lait biologique, et de succédanés (lacto-remplaceurs ou autres) est interdit.

En cas d'impossibilité de nourrir un jeune animal avec le lait du troupeau ou d'un autre troupeau, du lait en poudre pourra être utilisé pour la survie de l'animal. Celui-ci sera alors déclassé : une période de conversion sera appliquée ((cf. point I.1.6) et la viande ne pourra être commercialisée avec la mention Nature & Progrès.

L'âge au sevrage est au minimum de 3 mois.

REMARQUE : Les veaux doivent avoir une alimentation normalement pourvue en fer. Toute pratique risquant de favoriser l'**anémie** (état recherché en agriculture conventionnelle pour obtenir une viande blanche) est **interdite**. A l'abattage, le taux de fer dans le sang préconisé est de 7 mmol/litre d'hémoglobine.

- Allaitement et alimentation des jeunes équidés

Les jeunes équidés sont élevés sous la mère jusqu'au sevrage.

Après les 15 premiers jours, et jusqu'au sevrage, les animaux doivent, en plus du lait maternel, avoir à leur disposition des **fourrages et/ou de l'herbe et de l'eau**.

En cas d'impossibilité de la mère à allaiter ou de problème sanitaire dans le troupeau, il est possible d'utiliser du colostrum congelé ou du lait congelé sur la ferme ou issu d'une autre ferme sous mention Nature & Progrès, à défaut d'une ferme labellisée Demeter, Bio Cohérence ou certifiée biologique.

Il est également possible d'utiliser du lait issu d'une autre espèce, sous mention Nature & Progrès ou certifié biologique.

L'usage systématique de poudre de lait, même obtenue à partir de lait biologique, et de succédanés (lacto-remplaceurs ou autres) est interdit.

En cas d'impossibilité de nourrir un jeune animal avec le lait du troupeau ou d'un autre troupeau, du lait en poudre pourra être utilisé pour la survie de l'animal. Celui-ci sera alors déclassé : une période de conversion sera appliquée ((cf. point I.1.6) et la viande ne pourra être commercialisée avec la mention Nature & Progrès.

L'âge au sevrage est au minimum de 6 mois.

I.5.9 Eau

L'éleveur doit veiller régulièrement à la qualité de l'eau d'abreuvement.

Dans les zones considérées à risques, il est conseillé, par souci de prévention, de réaliser ponctuellement des analyses de l'eau d'abreuvement pour les jeunes animaux. Le taux d'azote doit être inférieur à 20 mg/l.

ALIMENTATION			
	RECOMMANDE	AUTORISE	INTERDIT
Alimentation	<p>Pâturage quotidien : parcours naturels, prairies permanentes, prairies temporaire.</p> <p>Ration de base : Bovin : 70% de fourrage MS Équidés : 75 % de fourrage MS</p>	<p>Pâturage : minimum 5 mois par an.</p> <p>Affouragement en vert ponctuel</p> <p>Fourrage Nature & Progrès, Demeter, Bio Cohérence ou certifié agriculture biologique.</p> <p>Fourrage en C2 : 20% maximum de la ration de base (sous condition)</p> <p>Fourrage conventionnel non traité : 10% maximum de la ration de base (sous condition)</p> <p>Enrubannage (sous condition) : 30% maximum d'humidité, 20% au total de la ration de base.</p> <p>Concentrés simples Nature & Progrès Demeter, Bio Cohérence, certifiés agriculture biologique : 20% de la ration de base.</p> <p>Concentrés simples en C2 : 20% de la ration totale de concentré.</p>	<p>Aliments conventionnels</p> <p>Aliments en C1⁹</p> <p>OGM</p> <p>Ensilage</p> <p>Concentrés composés</p> <p>Vitamines et acides aminés de synthèse (sauf prescription vétérinaire)</p>

⁹ C1 et C2 : 1^{er} et 2^{eme} année de conversion à l'agriculture biologique

	Concentrés simples	Minéraux et oligoéléments, compléments alimentaires naturels.	
Lien au sol	Autoproduction de l'alimentation	50% ration MS ¹⁰ en autoproduction (comprend les parcours) Achats locaux	Aucune autonomie alimentaire
Alimentation des jeunes	Allaitement libre sous la mère jusqu'au sevrage	Lait du troupeau. Lait sous mention Nature & Progrès, Demeter, Bio Cohérence, ou certifié biologique : frais ou congelé.	Lait en poudre et succédané
Age sevrage		Veaux : 3 mois Équidés : 6 mois	
Eau		Eau de qualité Taux azote maximum de 20mg/L	

I.6. PROPHYLAXIE ET SOINS VÉTÉRINAIRES

Le maintien des animaux en bon état de santé repose avant tout sur des mesures préventives.

I.6.1 Prévention

La prévention des maladies passe par des pratiques d'élevage adaptées aux besoins de chaque espèce, l'observation attentive des animaux et l'application d'actions correctives en cas de déséquilibre.

Dans cette perspective, l'éleveur veille tout particulièrement :

- à choisir des races appropriées aux conditions du milieu ;
- à proposer une ration équilibrée composée d'aliments de qualité ;
- à la propreté des locaux ;
- à soigner la gestion des pâturages (alternance fauche/pâturage, rotation, entretien...), afin notamment de prévenir le parasitisme ;
- à stimuler les défenses immunitaires naturelles de l'animal ;
- à prendre les mesures de précaution nécessaires lors de l'introduction d'animaux extérieurs à la ferme. L'observation d'une période de quarantaine est préconisée. Des tests préalables de dépistage (Leucose, Brucellose, I.B.R., maladie des muqueuses, I.B.R. et B.V.D.) peuvent être effectués.

L'établissement d'un plan de prévention annuel sur la base de médecines alternatives, telles que l'homéopathie, la phytothérapie, l'aromathérapie..., est préconisé.

I.6.2 Soins thérapeutiques

Dans la mesure du possible, le vétérinaire et l'éleveur doivent recourir à une prescription ne faisant appel qu'aux méthodes ou produits suivants :

- homéopathie (substances du règne végétal, animal ou minéral à dilution homéopathique),
- phytothérapie (plantes, extraits de plantes : teintures-mères..., huile de cade), aromathérapie ;
- oligothérapie, métallothérapie ;
- isothérapie, ostéopathie, hémothérapie ;
- chlorure de magnésium ;

¹⁰ MS : matière sèche.

- alcools ;
- stimulant de l'immunité
- produits simples d'origine minérale :
 - eau oxygénée
 - sulfate de fer, sulfate de soude, sulfate de cuivre
 - teinture d'iode (désinfection des cordons ombilicaux, notamment)
 - sulfate de zinc dilué à 5 % (désinfection des pieds)

S'il s'avère impossible de soigner autrement que par la pharmacopée conventionnelle, le recours à des médicaments vétérinaires allopathiques de synthèse est autorisé, dans le respect des conditions posées au paragraphe « traitements allopathiques de synthèse » (cf. point I.7.3).

I.6.3 Traitements allopathiques de synthèse

L'utilisation de médicaments vétérinaires allopathiques de synthèse ne peut être envisagée qu'à titre curatif et après l'essai de soins naturels.

- Modalités de comptage

Par traitement, on entend une prescription vétérinaire mise en œuvre pour soigner une pathologie diagnostiquée à un moment donné, sur une durée limitée, le tout décrit avec précision dans le carnet d'élevage. **Cette prescription peut contenir un traitement ou un ensemble de traitements** (traitement accompagné d'antidouleur, ou autres).

- Fréquence et délai d'attente

La fréquence des traitements vétérinaires avec des médicaments de synthèse est limitée dans le temps de vie de l'animal en fonction de la situation géographique :

	FREQUENCE TRAITEMENTS DE SYNTHÈSE AUTORISÉE	
	<i>Climat sec (type méditerranéen) à faible risque de parasitisme</i>	<i>Climat pluvieux (type continental) à haut risque de parasitisme</i>
Veaux	1/ an (antiparasitaires, traitements obligatoires, anesthésiants, vaccins et vitamines de synthèse inclus)	
Bovins adulte	2/ an (antiparasitaires, traitements obligatoires, vaccins et vitamines de synthèse inclus)	2 / an (traitement obligatoire, vaccins et vitamines de synthèse inclus) et 1 antiparasitaire de synthèse/ an
Équidés jeunes et adultes	2/ an (antiparasitaires, traitements obligatoires, vaccins et vitamines de synthèse inclus)	

L'utilisation d'antiparasitaire de synthèse de manière systématique est interdite.

Avant l'administration d'antiparasitaire interne, une étude préalable doit être faite de manière **obligatoire** par l'observation des animaux et une **coproscopie** (faite sur une ou plusieurs têtes).

Le **délai d'attente** entre la dernière administration, dans les conditions normales d'usage, d'un médicament allopathique à l'animal et la production de denrées alimentaires provenant de cet animal (lait, produits laitiers, viande) **est fixé au double du délai d'attente légal** figurant sur l'autorisation de mise sur le marché (A.M.M.). **En l'absence de délai légal, le délai d'attente est au minimum de 8 jours.**

Toute prescription de médicaments vétérinaires de synthèse est consignée de manière précise dans le **carnet d'élevage** mis en place par l'éleveur. Sont inscrites dans le carnet les indications suivantes :

- signes pathologiques relevés par l'éleveur et/ou diagnostic du vétérinaire ;
- nature des médicaments administrés (nom déposé, laboratoire identifié) ;
- posologie et durée du traitement ;

- identification précise des animaux ou des lots traités

Les ordonnances vétérinaires doivent être conservées ainsi que la copie des analyses éventuellement effectuées en vue de préciser le diagnostic et orienter le traitement.

Un animal recevant, au cours du cycle annuel de production, **plus de traitements** allopathiques de synthèse **que le nombre autorisé**, est obligatoirement déclassé : **l'animal concerné et les produits qui en sont issus ne peuvent pas être commercialisés sous mention Nature & Progrès**. Après le dernier traitement, l'animal doit être soumis à une période de conversion telle que définie au paragraphe « période de conversion » (cf. point I.1.5).

L'utilisation de lait déclassé pour nourrir les jeunes animaux entraîne le déclassement de ces derniers. Dès l'arrêt de l'alimentation lactée, ces animaux doivent passer par une période de conversion conformément au paragraphe « période de conversion » (cf. point I.1.6).

- Produits interdits

Certains produits sont interdits sans dérogation possible, y compris dans le cadre de traitements « légalement » obligatoires :

- Antibiotiques générateurs de résistances bactériennes¹¹
- Molécules à forte toxicité
- Molécules à forte rémanence

Les **antibiotiques** classés **générateurs de résistances bactériennes** appartiennent à trois familles et regroupent les molécules suivantes :

- Céphalosporines 3eme génération : *céfopérazone ; ceftiofur ; céfovécine*
- Céphalosporines 4eme génération : *cefquinome*
- Fluoroquinolones : *danofloxacin ; enrofloxacin ; marbofloxacin ; orbifloxacin ; pradofloxacin*

Parmi les **antiparasitaires externes**, sont interdits, en raison de leur **forte toxicité** et leur large spectre d'action :

- Organochlorés
- Organophosphorés
- Carbamates
- Pyréthrinoïdes

Parmi les **antiparasitaires internes**, sont interdits, en raison de leur **forte rémanence** :

- Tous les anti-parasitaires de la famille des Avermectines et Ivermectine.

En cas du recours à l'un de ces traitements, l'animal et sa production (viande/lait) sont déclassés. L'animal passe alors par une période de conversion (Cf. I.1.5).

II. TRAITE ET CONSERVATION DU LAIT A LA FERME

Le lait destiné à la vente ou à la transformation doit provenir de femelles en bonne santé, élevées conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

¹¹ Arrêté du 18 mars 2016 – Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt – Fixe la liste des substances antibiotiques d'importance critique prévue à l'article L. 5144-1-1 du code de la santé publique et fixant la liste des méthodes de réalisation du test de détermination de la sensibilité des souches bactériennes prévue à l'article R. 5141-117-2

Il est notamment **interdit de commercialiser ou d'utiliser les laits** suivants :

- lait de traite incomplète et irrégulière ;
- lait de traite issu de femelles en tarissement ;
- lait d'animal malade (cas de mammite, par exemple) ou en cours de traitement ;
- lait de moins de 10 jours après la mise bas.

II.1 PROTOCOLE DE TRAITE

La traite est réalisée à la main ou à la machine.

La fréquence des traites est laissée à l'appréciation de l'éleveur qui choisit librement de pratiquer deux traites par jour, ou bien une seule.

Une grande attention est accordée à l'**hygiène de la mamelle** (lavage, essuyage, élimination des premiers jets). A cette fin, l'éleveur veille à maintenir litières et sols propres et à assurer une ventilation et un éclairage suffisants, dans le respect des dispositions du paragraphe « conditions de logement » (cf. point I.3).

Le trempage des trayons **en post traite** ne peut être pratiqué que de manière ponctuelle en cas de problèmes infectieux ou traumatiques. Il est alors conseillé d'utiliser une solution légèrement antiseptique, cicatrisante et réparatrice à base d'extraits végétaux.

Dans ce cas, des applications ponctuelles, par voie externe, de teintures-mères alcooliques ou de macérâts huileux (arnica, calendula, millepertuis...) peuvent également être envisagées.

Quel que soit le mode de traite utilisé (traite manuelle, traite au pot-à-traire, machine à traite), l'éleveur est particulièrement attentif à l'état de santé de la mamelle.

Cette surveillance étroite permet d'orienter judicieusement les laits sans délais et, le cas échéant, d'effectuer au plus tôt les soins nécessaires.

Le filtrage du lait, qui aide au dépistage visuel des problèmes de mamelle, est conseillé.

II.2 ENTRETIEN DU MATERIEL DE TRAITE

L'éleveur dispose d'un matériel de traite approprié et en bon état de fonctionnement. Une visite technique annuelle est conseillée.

L'éleveur veille à la propreté du matériel utilisé. Le nettoyage du matériel est assuré par un pré-rinçage à l'eau, suivi d'un lavage à l'eau chaude additionnée d'un agent de lavage. Un rinçage efficace à l'eau potable doit suivre le nettoyage.

Il est recommandé d'utiliser des produits écologiques (bicarbonate de soude, vinaigre...). Ils préservent l'ambiance naturelle de la ferme (ferments lactiques) et l'environnement.

Un détartrage périodique à l'aide d'un acide alimentaire non toxique (tel que du vinaigre blanc chaud), suivi d'une vidange et d'un rinçage efficace à l'eau potable, est souhaitable.

De l'eau oxygénée ou un produit acide/base (soude et potasse caustiques) peuvent être utilisés, si besoin est. Dans ce cas, un contrôle du pH des eaux de rinçage est requis.

En salle de traite, l'éleveur peut faire appel aux services techniques d'une entreprise de maintenance. Il reste néanmoins responsable, en dernier lieu, du bon état de son matériel et de son bon fonctionnement.

TRAITE		
RECOMMANDE	AUTORISE	INTERDIT

Modalité de traite		Traite manuelle Pot trayeur Machine à traire	
Fréquence de traite		Double et mono traite	
Entretien/soin de la mamelle	Litière saine, ventilation. Lavage, essuyage, élimination des premiers jets.	Application externe : teintures mères, extraits végétaux, macérâts huileux	
Matériel de traite	Pré-rinçage à l'eau, lavage à l'eau chaude, avec agents de lavage écologiques.	Eau oxygénée Produit acide/base Acide alimentaire non toxique	Eau de javel. Autres produits de lavage.

II.3 CONSERVATION DU LAIT A LA FERME

Le lait est conservé en cuves inox ou en bidons plastique alimentaire réfrigérés. La durée de conservation du lait est fonction de sa destination.

- Laits destinés à la consommation

Le **lait cru** destiné à la vente est immédiatement refroidi après la traite (1 à 4°C). Il est conservé pendant une durée de 12 heures maximum sur la ferme avant commercialisation.

- Laits destinés à la transformation (fromages/savons/cosmétiques)

- Lait de vache :

En cas de transformation immédiate à la ferme, il n'est nul besoin de réfrigérer le lait. La fabrication a alors lieu tout de suite après la traite (moins de quatre heures après) et se fait impérativement à partir de lait chaud.

L'éleveur peut également reporter de plusieurs heures la transformation du lait. Dans ce cas, le lait est réfrigéré et le temps de report ne peut excéder :

- 36 heures après la première traite, pour les transformations au lait cru ;
- 48 heures après la première traite, pour les transformations non réalisées à partir de lait cru.

- Lait d'équidés :

L'éleveur peut reporter, de plusieurs heures, la transformation du lait. Dans ce cas, le lait est réfrigéré et le temps de report ne peut excéder trois jours.

Les modalités de fabrication de fromages et autres produits laitiers sous mention Nature & Progrès sont précisées dans le cahier des charges « Transformations alimentaires ».

Les modalités de fabrication de savons ou cosmétiques sous mention Nature & Progrès sont précisées dans le cahier des charges « Cosmétiques ».

III. ABATTAGE ET PREPARATION DES CARCASSES

Nature & Progrès soutient les initiatives visant à promouvoir l'abattage à la ferme ou à réhabiliter de petits abattoirs de proximité.

III.1 ABATTAGE

III.1.1 Éthique

L'éleveur assume sa pleine responsabilité en apportant des soins attentifs au cours de la phase finale de la vie de ses animaux.

Il convient de s'assurer du parfait état de propreté corporelle des animaux avant le départ pour l'abattoir.

Nature & Progrès encourage l'élevage et la valorisation des jeunes animaux.

L'abattage à la naissance est interdit.

- **Cas des bovins :** Tout doit être mis en œuvre par l'adhérent pour éviter la vente des jeunes animaux aux filières d'engraissement industrielles. Cette pratique est interdite de manière systématique.
- **Cas des équins :** La valorisation en production carnée est autorisée, toutefois la valorisation des équins en animaux de travail (tourisme, ferme pédagogique) est préconisée, car possible à l'heure actuelle.

L'envoi en unité d'engraissement industrielle est donc interdit.

III.1.2 Age et poids à l'abattage

Le choix de l'âge et du poids à l'abattage est laissé à l'appréciation de l'éleveur, en fonction notamment de ses pratiques d'élevage, de la race, des traditions gastronomiques et usages régionaux.

Âge minimal indicatif:

- 4 mois pour les veaux
- 36 mois pour les bœufs
- âge du sevrage naturel pour les équins

III.1.3 Transport à l'abattoir

L'éleveur veille à ce que toutes les précautions soient prises pour réduire le stress éprouvé par les animaux durant le transport. Dans la mesure du possible, **le temps de transport¹² ne dépassera pas 3 heures** et le transport s'effectuera sans halte. L'utilisation de calmants chimiques de synthèse **avant et durant le trajet est interdite. Des calmants homéopathiques ou phytothérapeutiques pourront être administrés.**

L'embarquement et le débarquement des animaux se font sans brutalité. **Les coups de bâtons, d'aiguillons (même électriques) est formellement interdite.**

Les animaux sont transportés dans des véhicules propres et correctement aménagés de sorte que leur état de santé et d'entretien ne soit pas altéré. Les recommandations concernant l'occupation des véhicules doivent être suivies pour éviter l'entassement et la surcharge.

Les moyens appropriés sont mis en œuvre pour éviter que les animaux soient exposés à des températures extrêmes aussi bien qu'à de brusques variations de températures.

S'ils proviennent de fermes différentes, les animaux sont nécessairement allotis durant le transport.

Il est conseillé aux éleveurs d'accompagner leurs animaux pendant les opérations de transport à l'abattoir.

III.1.4 Délai d'abattage

¹²Durée comprise entre le moment de l'embarquement et celui du débarquement des animaux.

Un délai très court est toujours préférable entre l'arrivée des animaux à l'abattoir et l'abattage proprement dit. Dans la mesure du possible, les animaux sont conduits à l'abattoir le jour même, plutôt que la veille.

III.1.5 Réception des animaux à l'abattoir

L'éleveur veille à ce que toutes les précautions soient prises pour réduire le stress éprouvé par les animaux à l'abattoir. L'utilisation d'aiguillons (mêmes électriques) est formellement interdite.

L'utilisation par l'éleveur d'un bâton manipulé sans brutalité peut être autorisée pour informer à distance et orienter les animaux.

III.1.6 Abattage proprement dit

L'amenée des locaux d'attente au piège d'abattage est effectuée en prenant toutes les précautions nécessaires, avec fermeté mais sans brutalité. L'éleveur veille à ce que les animaux suivent un circuit dit « sourd et aveugle », de façon à qu'ils ne puissent entendre d'éventuels cris de détresse, ni voir ou sentir du sang.

III.1.7 Identification des carcasses et des abats

L'éleveur s'assure que les animaux sous mention Nature & Progrès soient traités **séparément des animaux issus d'élevage conventionnels**. Il veille à ce que la traçabilité des animaux et des carcasses soit respectée tout au long de la chaîne d'abattage.

Les abats rouges et blancs ne peuvent bénéficier de la mention Nature & Progrès que dans la mesure où ils ont été clairement identifiés. L'abattoir doit assurer la traçabilité des abats dès leur séparation des carcasses.

	CONDITIONS D'ABATTAGE		
	RECOMMANDE	AUTORISE	INTERDIT
Devenir des jeunes	Élevage à la ferme Valorisation en animaux de travail pour les équins	Vente aux filières d'engraissement pour les bovins de manière dérogatoire le temps de la mise en place d'une filière à la ferme	Abattage à la naissance Vente systématique aux filières d'engraissement
Age minimal d'abattage		Veaux : 4 mois Bœufs : 36 mois Équins : âge du sevrage naturel minimum	
Durée de transport		3 heures maximum (embarquement-débarquement)	
Abattoir	Abattoirs de proximité	Abattoirs certifiés, conventionnels	

III.2 PRÉPARATION DES CARCASSES

Aucune carcasse ne doit être dégraissée avant maturation : seul un léger parage de présentation est autorisé.

Les modalités de transformation de la viande sont précisées dans le cahier des charges « Transformations alimentaires » Nature & Progrès.

III.2.1 Refroidissement

Afin que les caractéristiques organoleptiques de la viande (saveur et tendreté) puissent s'exprimer au mieux, on procédera à une progression lente d'abaissement des températures.

III.2.2 Maturation

La maturation de la viande en chambre froide est une étape essentielle pour conférer à la viande saveur et tendreté. Le temps de maturation est ajusté en fonction de l'espèce de l'animal, de la carcasse, et de la pièce de viande (pièces à griller, à rôtir, ou à bouillir).

III.3 STOCKAGE

Concernant les modalités de stockage de produits finis et l'entretien des locaux il convient de se conformer aux exigences du cahier des charges « Transformations alimentaires » Nature & Progrès.

Tout stockage à la ferme de matières premières ou substances autres que celles dont l'utilisation est compatible avec les dispositions du présent cahier des charges est interdit.

Par dérogation, la présence de médicaments vétérinaires est acceptée pour autant qu'ils aient été prescrits par un vétérinaire dans les conditions prévues au paragraphe « traitements allopathiques de synthèse » (cf. I.6).

III.4 EMBALLAGE ET ETIQUETAGE

III.4.1 Emballage

Le **choix des emballages** se fera préférentiellement en fonction du rapport produits-déchets, donc d'un **bilan optimal pour l'environnement**.

Dans le cas des **emballages jetables**, le choix doit se porter sur des matériaux possédant des critères écologiques. Sont donc privilégiés :

- Papier non blanchi au chlore
- Papier recyclé
- Papier cellophane ou pellicule cellulosique
- Plastiques recyclables et ou ne rejetant pas de chlore lors de la combustion : PET, HDPE, PP.

Sont interdits :

- Les produits antihygroscopiques (absorbants d'humidité)
- Les revêtements en aluminium (notamment procédé Tetra Brik)
- Autres plastiques notamment les PVC (phtalates)

III.4.2 Étiquetage

L'étiquetage des produits sous mention Nature & Progrès doit être conforme au règlement d'utilisation de la marque et à la charte graphique.

Si l'éleveur le désire, il peut spécifier la race à partir de laquelle ses produits sont fabriqués.

I. CONDITIONS D'ÉLEVAGE

I.1 CONSTITUTION ET RENOUVELLEMENT DU TROUPEAU

I.1.1 Préservation de la biodiversité

- Choix des races

Dans un contexte d'intensification généralisée des systèmes d'élevage, les populations animales locales n'ont pas résisté aux dispositifs modernes de sélection – essentiellement raisonnés en fonction des objectifs de production – qui conduisent à choisir des animaux qui font toujours plus de lait, de viande au détriment de leurs caractères fonctionnels (longévité, robustesse, rusticité, aptitude maternelle, capacité à valoriser les pâturages...).

La diversité biologique de l'espèce bovine a considérablement été appauvrie : la quinzaine de races à très faibles effectifs représente 0,05 % du cheptel bovin français¹³. Quant au cheptel bovin laitier, il est désormais principalement composé de trois races : la Prim'Holstein (70 % des effectifs), la Montbéliarde (18 %) et la Normande (10 %)¹⁴.

Le cheptel équin a connu lui aussi de nombreux bouleversement avec le développement d'une agriculture mécanisée et la réorientation des chevaux de traits en animaux de boucherie. Aujourd'hui, les cheptels d'ânes et de chevaux de traits représentent respectivement 6% et 8% du cheptel équin français. Les 9 races de chevaux de traits et 7 races d'ânes reconnus officiellement sont toutes des races locales et menacées (*53 races d'équidés sont reconnus en France ; elles représentent 55% du cheptel, le reste provient de croisements*). Les chevaux de traits sont principalement représenté par le Comtois et Breton ; les ânes par le Cotentin et le Beaudet du Poitou¹⁵.

L'avenir des races dites à faibles effectifs passe fondamentalement par le développement de troupeaux en production. Nature & Progrès encourage toute démarche allant en ce sens.

I.1.2 Mesures préventives vis-à-vis de l'ESB

La contamination verticale (mère – fille/fils) s'exprime après un délai moyen d'incubation de 4 ou 5 ans, en moyenne. Cela signifie que pour écarter au mieux ce risque de contamination, il faut que les ascendantes femelles soient élevés selon les principes de l'agriculture biologique depuis 4 ou 5 ans ; ce délai permettant de révéler les ascendantes qui pourraient être porteurs de la maladie.

I.1.4 Reproduction

- Mode de reproduction

Le principe directeur est le même pour toutes les espèces : la reproduction doit avant tout reposer sur des méthodes naturelles.

¹³ MARKEY, L. et DUCLOS, D. (Juin 2011). « L'organisme de sélection des races bovines en conservation : 2 ans d'actions collectives (2009-2011) ». Institut de l'élevage : p. 3.

¹⁴ BOICHARD, D. (2014). « Sélection, systèmes de production et qualité des produits des vaches laitières », Acte des Journées techniques « Sélection animale, diversité génétique et agriculture biologique », ITAB, 5 et 6 novembre 2014, Châteauroux : p 15-23.

¹⁵ Institut français du cheval et de l'équitation ;
INRA (2014). « Race animales françaises menacées d'abandon pour l'agriculture » - rapport méthodologique 32P. ;
Site Race de France.

Ce principe est néanmoins décliné de manière différenciée selon l'espèce considérée, dans la mesure où l'environnement technique général, les pratiques d'élevage observées, l'état global des ressources génétiques, la perte des savoir-faire attachés au mode traditionnel de reproduction diffèrent d'une espèce à l'autre.

L'insémination artificielle peut être envisagée en cas de nécessité ponctuelle (par ex : introduction d'une nouvelle race, changement race à viande/race à lait, acquisition/gestion de taureaux...).

L'insémination artificielle avec semence sexée, nouvel outil de pilotage de la gestion du troupeau, se développe (jusqu'à 35% des élevages ces dernières années¹⁶) afin de contrôler le nombre de femelles de renouvellement et d'orienter la génétique du troupeau. Bien que cette technique ait été utile dans la restauration de races menacées de disparition, le présent cahier des charges ne l'autorise pas en raison de son caractère industriel et de la perte d'autonomie de l'éleveur (choix de sélection ; achat de semences). Seul l'usage de l'insémination artificielle est autorisé afin de permettre la sauvegarde d'une race ou en cas de nécessités.

• **Dispositions spécifiques aux bovins :**

La présence d'un taureau participe à l'équilibre du troupeau (protection, groupement des vêlages), mais peut susciter inquiétude et appréhension de la part de l'éleveur, en raison du comportement agressif que le taureau est susceptible de développer à l'âge adulte. La conduite d'un taureau est d'autant plus complexe en élevage laitier que le troupeau est davantage gardé en bâtiment et que la rencontre avec le taureau et la femelle en chaleur est entrecoupé des phases de traites.

Le choix de la race est en réalité déterminant : selon la race choisie, les taureaux sont plus ou moins dociles. L'intérêt des races mixtes n'est pas à négliger. La sélection devra porter à la fois sur les qualités génétiques du reproducteur mais également sur son comportement.

Le taureau doit être élevé en présence de ses congénères (boîte/parc à proximité des femelles ou taureau au sein du troupeau selon le type d'élevage et le moment de l'année) et ne doit pas être isolé.

Une formation ou un accompagnement par d'autres éleveurs s'avère nécessaire afin d'acquérir une bonne connaissance du comportement des taureaux, les bons gestes et les bonnes attitudes.

Afin d'encourager la monte naturelle, lors de l'acquisition de nouvelles têtes, l'achat de génisses issus de montes naturelles est à privilégier.

• **Dispositions spécifiques aux équidés :**

La gestion de mâles ne posant pas de problèmes particuliers, le recours à l'insémination artificielle ne sera autorisé qu'en cas de difficultés temporaires d'acquisition d'un mâle ou dans le cadre de la sauvegarde d'une race.

- Cycle ovarien

Le saisonnement des vaches par l'éleveur consiste à planifier les cycles de reproduction et donc les périodes de production de veaux et de lait.

Les périodes de vêlages devront être choisies en fonction des rythmes naturels saisonniers de la végétation et permettre une adéquation entre l'élevage et l'environnement par une valorisation optimale des pâtures et parcours.

¹⁶ Le Mezec P., Moureaux S., Patry C., Benoit M., (2015). « Génomique et semences sexées ». Institut de l'élevage.

I.2 RESPECT DES BESOINS PHYSIOLOGIQUES ET DE L'INTEGRITE DES ANIMAUX

I.2.4 Mutilations

- **Écornage**

On peut attribuer plusieurs fonctions aux cornes, un rôle de protection envers le danger, un rôle social (installation de la hiérarchie), un rôle de nettoyage (se gratter) et un rôle outil (déplacer quelque chose). Des études ont également mis en avant leurs rôles dans la respiration et la régulation de la température.¹⁷

L'écornage a pour objectif de limiter les risques de blessures (entre animaux et pour l'éleveur), de faciliter les manipulations des animaux mais a comme conséquence une intensification de la gestion du troupeau avec des surfaces nécessaires par têtes moins importantes, des précautions moindres. Sur les bovins on observe une modification de la forme du crâne.

Deux méthodes sont utilisées : le fer rouge et l'élevage d'individus génétiquement sélectionnés.

Nature & Progrès reconnaît le rôle des cornes, est attaché au respect de l'intégrité physique de l'animal et souhaite éviter toute souffrance inutile, de ces faits l'écornage n'est pas autorisé.

Il existe, de longue date, des races dépourvues de cornes : le gène responsable de l'absence de cornes est en effet présent naturellement chez certaines races bovines telles que l'Angus, la Galloway, la Fjall, l'Hereford ou la Luïng.

Présentée comme une alternative à l'écornage, une sélection génétique ciblée permet désormais d'obtenir des animaux sans cornes. Les rameaux « sans cornes » progressent notamment en races limousine, charolaise ou encore salers. Nature & Progrès s'oppose fermement à cette hypersélection et à l'utilisation de la « génétique sans cornes ».

La réussite de l'élevage d'animaux cornus repose sur la qualité de la relation homme-animal, la conduite du troupeau, la taille et l'agencement du bâtiment, et l'intégration dans le programme de sélection à la ferme du caractère docile de l'animal.

- **Castration¹⁸**

Cas des Bovins :

Le recours à la castration peut interroger quand on aborde le sujet du bien-être animal. Méthode non recommandée, elle est toutefois autorisée car elle permet l'élevage des mâles pendant une durée de vie plus longue (notamment pour les races à croissance lente) en garantissant un climat calme au sein du troupeau et de la ferme. L'élevage de mâle entier nécessite la séparation des mâles et des femelles, la séparation des mâles en plusieurs petits lots ainsi qu'une surveillance accrue (gestion des bagarres entre mâles lors des chaleurs, mâles sautant les clôtures, saillies impromptues, comportement potentiellement agressif).

Quelque soit la méthode utilisée, la douleur est présente, peut durer plusieurs jours et peut avoir un impact sur la guérison. La douleur provoquée est moindre quand la castration est réalisée au cours de la 1^{er} semaine,

¹⁷ Vadrot, S. (2014). « Thèse vétérinaire anesthésie et analgésie lors de pratiques douloureuses chez le veau : étude de la castration et de l'écornage ».

¹⁸ Boesch, D., Merkli, M., Stauffacher, M., Wehowar, A., Steiner, A. (2010). « Document pédagogique : Anesthésie, castration et écornage ». Université de Berne et institut de zootechnie - Suisse.

Le Neindre P., Guatteo R., Guémené D., Guichet J-L., Latouche K., Leterrier C., Levionnois O., Mormède P., Prunier A., Serrie A., Servièrre J. (éditeurs). (2009). « Douleurs animales : les identifier, les comprendre, les limiter chez les animaux d'élevage ». Expertise scientifique collective, rapport d'expertise, INRA (France), 340 p.

quelque soit la méthode, et varie selon la technique utilisée : la méthode à la pince semble moins douloureuse que la méthode chirurgicale (douleurs intenses mais brèves pour ces deux méthodes), elle-même moins douloureuse que la méthode à l'élastiques (douleur chroniques). L'efficacité de la castration à la pince n'est optimale qu'à partir de 2 mois.

Le choix de la méthode est à adapter à l'âge de l'animal et à son devenir. Pour un élevage à vocation bouchère la castration devra être réalisée au plus tôt. Pour les éleveurs réalisant la reproduction à la ferme, la castration tardive, permettant une sélection des veaux selon leur qualité de reproducteur et leur comportement, sera autorisée.

Quelque soit l'âge et la méthode choisie l'éleveur devra accompagner l'animal de manière à minimiser la douleur, garantir une cicatrisation optimale et une reprise de poids rapide : bombe à froid, anesthésiant locale (injection de lidocaïne, procaïne), anesthésie générale, homéopathie, propreté, soins...

Cas des équidés :

La castration permet, ici aussi, de prolonger la vie des mâles qui seraient à défaut destinés à une production bouchère et un abattage précoce. Les mâles sont valorisés en animaux de trait ou animaux de travail (activité pédestre, sportive, pédagogique).

Les recommandations concernant l'optimisation de la guérison sont les mêmes que pour les bovins.

I.3 CONDITIONS DE LOGEMENT

I.3.2 Conditions de logement en bâtiment

- **Stabulation des bovins**¹⁹ :

L'élevage d'animaux cornus nécessite des surfaces de bâtiments adaptées L'espace vital est très différent entre un animal écorné et un animal cornu : plus ces derniers disposent de surfaces suffisantes plus ils sont paisibles et les risques de bagarres sont grandement diminués. Les surfaces précisées dans le présent cahier des charges sont des surfaces à considérer comme minimum.

De même, les déplacements des animaux devront être facilités : le bâtiment devra être conçu de façon à permettre l'accès aux abreuvoirs et auges pour chaque individu afin éviter les risques de concurrence.

En cas de stabulation à logettes ou entravées, une attention particulière devra porter sur l'aménagement des bâtiments de façon à permettre aux animaux de se mouvoir et de répondre à leur besoin primaire (posture debout, couchée, se lécher, se gratter). Un bovin se couche en effet 12 à 15h par jour et un sol, une logette, ou une attache non adaptée peuvent causer des blessures par frottement, empêche la position couchée et augmenter les risques de pathologies des membres. Il a été montré que les vaches conduites en stabulations entravées avaient plus de problèmes de boiterie que celles laissées libres de leurs mouvements et bénéficiant de zones de repos.

Bien que contraignante, la stabulation entravée est autorisée en fonction de la configuration des bâtiments et de la disposition géographique de la ferme. En zone de montagne particulièrement, ou de sol se ressuyant lentement, l'accès aux pâtures peut être impossible par période, risquer d'une part des chutes pour les animaux et d'autre part une détérioration des sols. Les animaux sont gardés en intérieur et pour les fermes ne

¹⁹ Claudia Schneider, C. (2008). « Cornes dans les stabulations libres - Mode d'emploi pour gestionnaires » - FiBL. Bioactualités 10/08.

Blondaux, S. (2006). « Thèse vétérinaire : La fourbure bovine ».

Dr Neil, G. A. (2014). « Confort des vaches laitières - Le comportement de vaches laitières dans une étable à stabulation libre ou à stabulation entravée comme mesure du confort des animaux ». Vétérinaire principal, Prévention des maladies chez les ruminants- Ontario.

disposant pas des surfaces de bâtiment suffisant l'attache des animaux est nécessaire. Les déplacements étant largement diminués, il s'en suit une fragilisation des membres, une aire d'exercice doit donc être aménagée et les animaux doivent y avoir accès le plus fréquemment possible.

I.5 ALIMENTATION

I.5.4 Fourrage

Lors du séchage du foin, un développement de moisissures ou bactéries (fermentation) peut se produire entraînant une altération de sa qualité. Certains additifs (de synthèse / organiques) permettent de limiter ces risques. Le présent cahier des charges fait le choix de ne pas les autoriser et d'encourager à de bonnes pratiques de séchage afin d'en garantir une qualité naturelle :

- choix du stade végétatif
- météo adéquate
- hauteur de coupe (contamination du foin par le sol)
- modalités de fanage et andainage
- taux d'humidité au pressage
- contrôle qualité (risque de fermentation)

I.5.5 Concentrés

Les aliments concentrés pour animaux, que l'on désigne plus communément sous le terme de « concentrés », sont appelés de la sorte en raison de leur valeur nutritive relativement élevée. Leur usage doit être limité au minimum, les bovins et les équidés étant des ruminants. Leur usage est à préférer pour les productions laitières ou lors des périodes de gestation ou de croissance.

Les drêches de brasserie peuvent être utilisées fraîches ou déshydratées. Les drêches fraîches doivent être distribuées au plus tôt après leur production pour éviter tout risque de fermentation ou contamination bactérienne ou fongique. Le délai d'utilisation est de 2 à 5 jours.

I.5.6 Compléments alimentaires et additifs à but nutritionnel

Il est recommandé de privilégier une alimentation variée ainsi que le sel marin brut afin de fournir le maximum de minéraux et oligoélément naturellement.

Les sels gemme et la bentonite sont des éléments non renouvelable dont il faut limiter l'usage.

I.5.8 Allaitement et alimentation des jeunes animaux

L'usage de poudre de lait est interdit pour deux raisons :

- La « poudre de lait » n'est, pour l'heure, pas disponible en qualité biologique et, est le plus souvent une préparation industrielle à base de lactosérum enrichi à graisses végétales (huile de palme/coco) et protéines végétales conventionnelles (soja et autres).
- La poudre de lait permet de reconstituer du lait stérile (exempt de bactéries lactiques fondamentales dans la digestion) qui, de ce fait, ne participe pas à l'ensemencement tube digestif des jeunes animaux.

- **Allaitement et alimentation des veaux**

En élevage laitier, il n'est pas d'usage de laisser le veau sous la mère. Une telle mesure, de nature à stimuler l'immunité, apparaît pourtant bénéfique pour le développement futur du veau.

Nature & Progrès encourage, pour les troupeaux laitiers, l'allaitement maternel des veaux, libres sous la mère, au cours de la première période de leur vie (idéalement, les 14 premiers jours).

Cette pratique est jugée économiquement acceptable puisque le lait ne peut, par ailleurs, être mis en transformation ou présenté à l'alimentation humaine qu'à partir du 10^{ème} jour.

I.6 PROPHYLAXIES ET SOINS VETERINAIRES

I.6.1 – Prévention

L'élevage Nature & Progrès est vu comme un système global, au cœur duquel se trouve l'animal. Celui-ci est en lien avec ses congénères, l'environnement, l'éleveur et les interactions intervenant entre ces éléments sont guidées par les choix du mode de production (*objectif et finalité de production, agencement bâtiment, mode de garde, alimentation, planning et organisation...*). La santé est présente quand un animal est en équilibre avec son système et quand le système lui-même est en équilibre. Ce sont les choix d'élevage qui vont permettre de tendre vers un équilibre des éléments au sein système et donc une santé collective.

L'éleveur ne doit pas se focaliser sur la santé d'un animal à un temps donné mais doit développer une vision globale de son système. L'éleveur doit rechercher tous les facteurs d'influence pouvant impacter la santé collective du système et les sources de déséquilibre (alimentation mal maîtrisée, bâtiment non adapté, technique d'élevage inadéquate). Ce travail passe par un temps d'observation des animaux qui sont les premiers à extérioriser les déséquilibres du système.

L'animal commence par une adaptation ou une tolérance à un déséquilibre qui se traduit par des signes extérieurs de pré-pathologie avant d'être « malade » (*signes alimentaires : mouvements de poils, excréctions cutanées...; signes comportementaux : concurrence alimentaire, rythmes d'un lot ou d'un troupeau...; signes physiques : toux, bouses en salle de traite... : Voir Méthode Obsalim*). La question à se poser ne sera donc pas uniquement « quel traitement est adapté à cette pathologie » mais « quelle est l'origine de ce déséquilibre et quelles (s) pratique (s) d'élevage peut rétablir l'équilibre ».

Cet équilibre est à maintenir dans le temps puisque dynamique : le système est effet soumis à des aléas tel que le climat, l'actualité, de nouvelles orientations d'élevage... L'objectif est d'élargir au maximum la zone de bien-être et d'équilibre de l'animal pour rendre le système moins sensible aux diverses agressions : aléas climatiques, mauvaises récoltes, augmentation du chargement par report de ventes...

Toujours dans l'idée de maintenir et restaurer un équilibre, le choix des traitements devra dans un premier lieu se tourner vers des traitements naturels n'affectant pas davantage le système immunitaire de l'animal. La priorité sera donc donnée à la phytothérapie, l'homéopathie... avant tout traitement allopathique.

I.6.3 – Traitements allopathiques de synthèse

- Produits interdits²⁰

Les **antibiotiques** ayant été utilisés de façon trop systématique et parfois inconsidérée pour traiter les infections bactériennes, aussi bien en médecine humaine qu'en médecine vétérinaire, des effets négatifs pour la santé publique sont apparus et en particulier un phénomène d'antibiorésistance. L'antibiorésistance est le phénomène naturel de sélection de bactéries résistantes, au sein d'une population de bactéries en réponse à l'action exercée par cet antibiotique. C'est la bactérie qui devient résistante et non pas l'animal. L'émergence et la diffusion croissante de ces souches résistantes remettent en question l'efficacité des traitements utilisés ce qui représente un problème majeur. Il est, aujourd'hui de plus en plus difficile de découvrir de nouvelles molécules efficaces, il est donc essentiel de préserver les antibiotiques dont on dispose en limitant l'usage des molécules très efficaces (classés dans les antibiotiques « critiques »)²¹ contre les germes très dangereux

²⁰ Selon un travail fournit par le GIE zone verte.

²¹ ANSM, (2016). Listes des antibiotiques critiques. Actualisation 2015

et uniquement en dernier recours et, d'autres parts, d'**interdire l'utilisation d'antibiotique classés générateurs d'antibiorésistance.**

Les **molécules toxiques à large spectre** utilisées notamment pour les **traitements antiparasitaires externes**, sont interdites en raison de leur effet négatif potentiel sur les colonies d'abeilles, auxiliaires et autres insectes non néfastes. Ces molécules présentent également un risque important vis-à-vis des animaux aquatiques. Les pyréthrinoïdes ont représenté dans les années 1970 une alternative aux molécules plus anciennes (organochlorés, organophosphorés, carbamates...), dont l'écotoxicité commençait à être dénoncée. Les pesticides pyréthrinoïdes, comme les organophosphorés, sont aujourd'hui parmi les insecticides les plus utilisés (protection culture végétale, antiparasitaire externe, protection domestiques...). Le problème est que ces pyréthrinoïdes de synthèses (perméthrine, resméthrine, sumithrine) ont un pouvoir insecticide (agissant par contact et ingestion) sur une gamme très étendue d'insectes et à doses très faibles. Par mesure de protection de la faune et de la biodiversité, Nature & progrès fait le choix de les interdire en antiparasitaire externe.

La nocivité des traitements allopathiques pour les animaux et l'environnement est également fonction de la **rémanence des molécules actives** (durée de vie de la molécule dans le milieu). Pour certaines molécules, comme celles des familles avermectine et ivermectine, la rémanence est particulièrement longue, pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Ces molécules peuvent se retrouver en tant que résidus dans le lait et elles ont un impact fort sur le milieu environnant du fait de leur relargage dans la nature via les fèces.

De nombreuses études²² ont démontrées l'impact des avermectines sur la faune coprophage (bousier, coléoptères), les larves de diptère, les abeilles (qui apprécient le jus de fumier). Ces molécules peuvent rester actives pendant plusieurs semaines dans les bouses. C'est tout un cycle qui est perturbé, les oiseaux insectivores voient leurs ressources en coléoptères diminuer fortement, les chauves-souris celle en insectes volants, la décomposition des bouses est freinée affectant la productivité de l'agrosystème, et ces molécules peuvent impacter la faune des milieux aquatiques en cas de lessivage des sols. La gestion des pâtures est également affecté du fait du délaissement par les animaux des zones souillées, avec développement à terme de la flore.

La gestion du parasitisme interne, en particulier chez les ruminants, doit d'abord reposer sur la gestion des pâtures et sur la mise en place des défenses immunitaires de l'animal.

Les traitements antiparasitaires chimiques devront être limités au maximum. Comme pour les antibiotiques, suite à une utilisation systématique et souvent inutile de ces produits, des résistances ont été développées par les parasites. Ces résistances existent en particulier pour les benzimidazoles, mais elles apparaissent aussi pour les Avermectines. En vermifugeant systématiquement tout le troupeau, on sélectionne les parasites résistants et on se retrouve avec un troupeau ne rejetant sur les prairies que des œufs de parasites résistants.

L'individu confronté aux parasites développe une immunité et c'est davantage cette immunité qu'il faut rechercher qu'un troupeau et un environnement aseptisé. Certaines pratiques d'élevage et de conduites des terres permettent de maintenir les taux de parasitisme à des niveaux acceptables et ainsi de renforcer l'immunité des animaux. Parmi ces actions, on compte : un sevrage tardif des jeunes ; un choix des dates de mise-bas (période de moindre pression parasitaire) ; hauteur de la flore pâturée (plus de 10 cm) pour parcelle contaminée ; meilleure parcelle pour jeunes animaux ; alternance des espèces selon leurs spécificités (bovins/ovins...) sur les terres ; repos des parcelles (de 1 mois à 3 ans selon le niveau d'infestation) ; culture de plantes assainissantes (moutarde : nématode...) ; compostage des fumiers ; drainage des sols ; hersage estival ... Finalement, le critère de rusticité, de résistances des individus devra être intégré dans les critères de sélection des animaux.

²² Guide technique n°2 : Gestion du parasitisme bovin et faune coprophage- Programme Life Chiromed 2010-2014
L'épine Drômoise- N° 102 : « Ivermectine, quand l'agriculture fait du mal ».

PARTIE III : ANNEXES

ANNEXE I : INVENTAIRE DES RACES A FAIBLE EFFECTIF

Extrait de LEGIFRANCE 2015 - Arrêté du 29 avril 2015 Code rural :

	RACES RECONNUES	RACES LOCALES	RACES MENACÉES d'être perdues pour l'agriculture
RACES BOVINES (21)	Abondance	Abondance	
	Armoricaïne	Armoricaïne	Armoricaïne
	Aubrac	Aubrac	
	Aurochs-reconstitué (Néo-Aurochs)		
	Bazadaise	Bazadaise	Bazadaise
	Béarnaise	Béarnaise	Béarnaise
	Blanc Bleu		
	Bleue de Bazougers	Bleue de Bazougers	
	Bleue du Nord	Bleue du Nord	Bleue du Nord
	Blonde d'Aquitaine		
	Bordelaise	Bordelaise	Bordelaise
	Brahman		
	Bretonne Pie noire	Bretonne Pie noire	Bretonne pie noire
	Brune		
	Canadienne		
	Casta (Aure et Saint-Girons)	Casta	Casta
	Charolaise		
	Corse	Corse	Corse
	Créole	Créole	Créole
	De Combat (Espagnole Brava)	De Combat	De Combat
	Ferrandaise	Ferrandaise	Ferrandaise
	Froment du Léon	Froment du Léon	Froment du Léon
	Gasconne	Gasconne	
	Hereford		
	Hérens		
	INRA 95		
	Jersiaise		
	Limousine		
Lourdaise	Lourdaise	Lourdaise	
Maraîchine	Maraîchine	Maraîchine	
Mirandaise (Gasconne aréolée)	Mirandaise	Mirandaise	

Montbéliarde		
Nantaise	Nantaise	Nantaise
Normande		
Parthenaise	Parthenaise	
Pie rouge des Plaines		
Prim'Holstein		
Raço di Bioù (Camargue)	Raço di Bioù	Raço di Bioù
Rouge flamande (Rouge du Nord)	Rouge flamande	Rouge flamande
Rouge des prés (Maine Anjou)	Rouge des Prés	
Salers	Salers	
Saosnoise	Saosnoise	Saosnoise
Simmental française		
Tarentaise (tarine)	Tarentaise	
Villard de Lans	Villard de Lans	Villard de Lans
Vosgienne	Vosgienne	Vosgienne

Extrait de « race de France » et travaux de l'INRA :

	RACES RECONNUES	RACES LOCALES	RACES MENACÉES D'ABANDON
RACES ASINES (7)	Âne du Bourbonnais	Âne du Bourbonnais	Âne du Bourbonnais
	Âne du Cotentin	Âne du Cotentin	Âne du Cotentin
	Âne Normand	Âne Normand	Âne Normand
	Âne de Provence	Âne de Provence	Âne de Provence
	Âne des Pyrénées	Âne des Pyrénées	Âne des Pyrénées
	Âne beaudet du Poitou	Âne beaudet du Poitou	Âne beaudet du Poitou
	Âne Noir du Berry	Âne Noir du Berry	Âne Noir du Berry
RACES EQUINES DE TRAIT FRANCE (9)	Ardennais	Ardennais	Ardennais
	Auxois	Auxois	Auxois
	Boulonnais	Boulonnais	Boulonnais
	Breton	Breton	Breton
	Cob Normand	Cob Normand	Cob Normand
	Comtois	Comtois	Comtois
	Mulassier du Poitou	Mulassier du Poitou	Mulassier du Poitou
	Percheron	Percheron	Percheron
	Trait du Nord	Trait du Nord	Trait du Nord
RACES EQUINES DE SANG FRANCE (11)	Trotteur français		
	Selle français		
	AQPS		
	Anglo-Arabe		
	Camargue	Camargue	Camargue
	Mérens	Mérens	Mérens

	Henson		
	Castillon	Castillon	Castillon
	Cheval Corse	Cheval Corse	Cheval Corse
	Cheval de race Auvergne		
	Cheval de sport Anglo		
	Normand		

ANNEXE II

INVENTAIRE DES STRCUTURES IMPLIQUEES DANS LA SAUVEGARDE DES RACES A FAIBLE EFFECTIF (BOVINES, ASINES, EQUINES) :

<i>Organisme</i>	<i>Action</i>	<i>CP</i>	<i>Ville</i>	<i>Téléphone</i>	<i>mail</i>	<i>Internet</i>
<i>ORGANISATIONS NATIONALES</i>						
Institut de l'élevage -dpt génétique	<p>Institut d'expertise et de recherche appliquée sur les herbivores : bovins, ovins, caprins, équins.</p> <p>Le département « Génétique » coordonne la conception et le développement des outils collectifs nécessaires à l'amélioration génétique et travaille sur le maintien des races locales. Edition journal des races locales.</p>	75595	PARIS	01 40 04 51 50		www.idele.fr
Race de France	Rassemble et coordonne l'ensemble des Organismes de Sélection. Pour chaque race, assure la tenue du Livre Généalogique, la définition des objectifs de sélection et la classification des reproducteurs retenus.	75595	PARIS	01 40 04 52 85	contact.rdf@racesdefrance.fr	www.racesdefrance.fr
Cryobanque nationale	<p>Conservation de semences et d'embryons des races d'animaux domestiques. Groupement d'Intérêt Scientifique.</p> <p>Contribue à la sauvegarde de la biodiversité des espèces et races françaises de ruminants, races menacées d'extinction et à la préservation du patrimoine génétique d'animaux rares ou remarquables.</p>	75595	PARIS			www.cryobanque.org
FERME : Fédération pour promouvoir l'Elevage des Races domestiques menacées	Sauvegarde des races domestiques rares, considérées comme patrimoine socio-économique et réserve génétique.	42260	SOUTERNON		association.ferme@orange.fr	http://ferm.chez.com
Confédération paysanne	Défense de la biodiversité animale à la ferme et à la sélection paysanne	93170	BAGNOLET	01 43 62 04 04		www.confederationpaysanne.fr

ORGANISATIONS REGIONALES						
Fédération des Races de Bretagne	Promotion des races bretonnes : bovin, ovin, caprin, volaille... Fédère les associations et structures de sauvegarde de chaque race	35042	RENNES	02 23 48 29 17	c.moriniere@gie-elevages-bretagne.fr	www.races-de-bretagne.fr
CAPRAL : conservatoire des races animales du pays de la Loire	Action concernant les races à faibles effectifs pour les ovins, bovins, porcins, caprins, volailles	44630	PLESSE	02 40 87 73 71		www.crapal.fr
CORAM : collectif des races locales de massif	Promotion et défense des races locales situées sur les principaux massifs français (Alpes, Pyrénées, Massif central et Corse) : recherche l'amélioration de la compétitivité des élevages tout en axant la politique sur le maintien de pratiques de production liées aux territoires occupés et sur le renforcement du lien entre les races locales et leurs produits typiques. Il regroupe les Organismes de Sélections (OS) qui ont en charge la gestion et l'orientation de la sélection ainsi que la promotion des races locales de massif.	31 321	CASTANET TOLOSAN CEDEX	05 61 75 44 49	coram@racesdefrance.fr	www.races-montagnes.com
PNR d'Armorique	Conservation des races domestiques bretonnes (<i>vaches Bretonne Pie Noir, Armoricaïne, Froment du Léon, les moutons d'Ouessant, Belle-Ile et Landes de Bretagne, la chèvre des fossés, le Porc blanc de l'Ouest</i>) aux côtés des éleveurs réunis en associations. Le Domaine de Menez Meur à Hanvec est le fer de lance de cette mission : toutes les races y sont élevées en vue de leur diffusion vers des élevages et présentées au public.	29 590	LE FAOU	02 98 81 90 08		www.pnr-armorique.fr
PNR les volcans d'Auvergne	Le syndicat mixte du parc travaille avec les associations locales au maintien des races locales sur le territoire : <i>bovines Salers, Ferrandaise, ovines Rava, Bizet, chèvres Massif central, cheval Auvergnat.</i>	63970	AYDAT	04 73 65 64 00		www.parcdesvolcans.fr
Conservatoire des races d'Aquitaine	Œuvre pour la sauvegarde, le maintien et la valorisation des races et variétés d'élevage au service d'une économie locale et durable. Ruminants, porcins, volailles.	33700	MERIGNAC	05 57 35 60 86	conservatoire.races.aquitaine@gmail.com	www.racesaquitaine.fr

ORGANISATIONS SPECIFIQUES AUX RACES BOVINES

OS Races Alpines Réunies	Gestion du fichier racial pour les races Abondance, Villard de Lans et Hérens	74990	ANNECY	04 50 88 18 35		http://www.osrar.fr/
Association la Ferrandaise	Sauvegarde et valorisation de la race. Répertoire génétique. Rassemblement d'éleveurs.	63240	LE MONT-DORE	06 13 08 28 33		http://www.associationlaferrandaise.com/
Association des éleveurs de vaches Armoricaïne		35133	FLEURIGNE		thetof@live.fr	http://www.buzhug.org
Association Excellence Bazadaise		33430	BAZAS	05 56 25 11 67	excellence-bazadaise@orange.fr	www.bazadaise.fr
Association de Sauvegarde de la Race Bovine Béarnaise		64660	ASASP-ARROS	06 31 65 31 02	vache.bearnaise@gmail.com	http://bearn64.wixsite.com
Union bretonne pie noire		35042	RENNES	06 82 03 34 09	bpn.bretonnepienoir@orange.fr	http://www.bretonnepienoir.com/
Association nationale casta		09240	MONTELS	06 89 06 83 04		http://association-nationale-casta.webnode.fr/
Association Corsica vaccaghji		20250	CORTE	04 95 33 14 39	vaccaghji@club-corsica.com	
Association la Froment du Léon		22300	PLOUBEZRE			http://www.lafromentduleon.com/
Association la lourdaise		65000	TARBES			http://www.racebovinelourdaise.fr/
Fédération Interdépartementale de la race Mirandaise		32003	AUCH	05 62 61 79 60	ede@gers.chambagri.fr	
Association de Promotion de la Race Bovine Nantaise		44130	FAY DE BRETAGNE			http://www.vachenantaise.com
Union Rouge Flamande		59000	LILLE	03 20 88 67 44		www.rougeflamande.f
Syndicat race bovin saosnoise		72700	ROUILLON		jc.huet72@gmail.com	http://lasaosnoise.webnode.com/

Association pour la relance et la réhabilitation de la race bovine Villard-de-Lans	Sauvegarde et valorisation de la race. Répertoire génétique. Rassemblement d'éleveurs.	26420	LA CHAPELLE EN VERCORS	04 75 48 56 30	a.gachon.apap@pnr-vercors.fr	http://race-bovine-villarddelans.fr
OS race Vosgienne		68127	SAINTE-CROIX EN PLAINE		p.caussanel@alsace.chambagri.fr	http://www.racevosgienne.com/
UPRA bovine rouge des prés		49220	CHENILLE CHANGE	02 41 41 08 41	info@domainedesrues.com	http://www.rougedespres.fr
Union bovin bleue du Nord		59013	LILLE	03 20 88 67 44	maison.elevage.nord@wanadoo.fr	
ORGANISATIONS SPECIFIQUES AUX RACES ASINES						
Association nationale des Races Mulassières Poitou	Sauvegarde et valorisation des races Baudet du Poitou, Mule poitevine et Trait poitevin	79510	COULON	05 49 76 91 31		www.racesmulassieresdupoitou.com
Association nationale, ânes et mulets des Pyrénées	Sauvegarde et valorisation de la race. Répertoire génétique. Rassemblement d'éleveurs.	64400	ESTOS	05 59 39 22 50	rabier.estos@free.fr	http://www.bourricot.com
Ânes & Mulets des Pyrénées		31160	ARBAS	06 46 69 03 99		http://www.anespyrenees.fr
Association française de L'âne Grand Noir du Berry		18160	LA CELLE CONDE	02 48 60 09 11		http://www.ane-grand-noir-du-berry.fr
L'Association de l'Ane de Provence		26750	MONTMIRAL	04 75 02 78 83	bignon.da@orange.fr	http://www.anedeprovence.org
Association de l'Ane Normand		61310	LE PIN AU HARAS	02 33 05 46 62	anenormand@orange.fr	http://www.ane-normand.fr
Association de l'âne du Cotentin		50000	SAINT LO			www.ane-cotentin.f
Association Isul'âne		20270	IGLIASTRA TALLONE	04 95 39 61 63	isulane.asso.@ free.fr.	
Association de l'âne Bourbonnais		3360	BRAIZE	02 54 30 57 08		http://www.ane-bourbonnais.fr/

ORGANISATIONS SPECIFIQUES AUX RACES EQUINES

France trait	Promotion du cheval de trait. Union des 9 associations de suivi des races de traits	64420	ARRIEN	06 99 31 24 02	contact@france-trait.fr	www.france-trait.fr
Union des Eleveurs de Chevaux de la Race Ardennaise	Sauvegarde et valorisation de la race. Répertoire génétique. Rassemblement d'éleveurs.	54110	ROSIERES AUX SALINES	03 83 30 62 50		www.cheval-ardennais.fr
Union Nationale du Cheval Trait Auxois		21320	POUILLY EN AUXOIS	06.82.20.10.37		anr-trait-auxois.web-anr.net
Syndicat Hippique Boulonnais		62 830	SAMER	03 21 91 50 71		www.le-boulonnais.com
Syndicat Le cheval breton		29404	LANDIVISIAU	02 98 68 09 34		www2.cheval-breton.fr
Syndicat le Cob Normand		50009	SAINT LO	06 22 39 35 13	syndicatnationalcobnormand@orange.fr	www.cobnormand.com
L'Association Nationale du Cheval de Trait Comtois		25020	BESANCON	03 81 52 50 45	anctc@chevalcomtois.com	www.chevalcomtois.com
Association nationale des Races Mulassières Poitou		79510	COULON	05 49 76 91 31		www.racesmulassieresdupoitou.com
Société hippique Percheronne de France		28400	NOGENT LE ROTROU	02 37 52 00 43	shpf@wanadoo.fr	www.percheron-france.org
Syndicat d'Élevage du Cheval Trait du Nord		59230	ST AMAND LES EAUX	03 27 31 25 34		www.le-cheval-trait-du-nord.fr
Sherpa France Association des Mérens						www.chevaldemerens.com
L'Associu U Cavallu Corsu : cheval Corse		20229	PIAZZOLE	06 58 20 21 69	ucavallucorsu@gmail.com	www.chevalcorsesiteofficiel.com
Association Nationale du Cheval de Race Auvergne		63970	AYDAT			www.chevalauvergne.fr/

ANNEXE III : Tableau d'équivalence Unité gros Bétail : UGB

Source : Agreste : Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt -Recensement agricole 2010.

Il existe plusieurs types d'UGB. Vis-à-vis du présent CDC, les valeurs retenues pour l'estimation des UGB/ha de surface seront les UGB alimentation grossière :

	Alimentation grossière (UGBAG)	Alimentation totale (UGBTA)	PAC règlementation européenne (UGBPC)	Eurostat (UGBEUR)
Vaches lait	1	1.45	1	1
Vaches viande	0.85	0.9	1	0.8
Veaux de 8 jours et de boucherie	0	0.6	0	0.4
Veaux abattus entre 8 et 12 mois	0.38	0.52	0.6	0.4
Autres veaux mâles	0.44	0.6	0.6	0.4
Autres veaux femelles	0.32	0.44	0.6	0.4
Mâles castrés de 1 à 2 ans	0.6	0.9	0.6	0.7
Mâles castrés de 2 ans et plus	0.9	1	1	1
Autres mâles de 1 à 2 ans	0.6	0.9	0.6	0.7
Autres mâles de 2 ans et plus	0.9	1	1	1
Femelles de renouvellement de 1 à 2 ans	0.6	0.7	0.6	0.7
Femelles de renouvellement de 2 ans et plus	0.8	0.9	1	0.8
Autres femelles de 1 à 2 ans	0.6	0.7	0.6	0.7
Autres femelles de 2 ans et plus	0.8	0.9	1	0.8
Juments et ponettes selle, course	0.8	0.9	0	0.8
Poulinières (réforme exclue) races lourdes	1	1	0	0.8
Chevaux et poneys-selle, course	0.6	1	0	0.8
Chevaux et poneys-trait, boucherie, maigre	0.8	0.9	0	0.8
Ânes, mulets, bardots	0.4	0.4	0	0.8

Pour information :

L'unité de gros bétail (UGB) est une variable créée à partir de coefficients permettant de comparer entre eux les différents animaux et de les additionner. On distingue 4 types d'UGB, auxquels sont associées 4 séries de coefficients différentes :

- Les UGB « **alimentation grossière** » qui comparent les animaux en fonction de leur consommation d'aliments grossiers (herbe, fourrages...). Elles ne concernent donc que les herbivores. Elles sont utilisées en particulier quand on souhaite calculer un chargement d'herbivores sur des surfaces fourragères. L'unité gros bétail « **alimentation grossière** » (UGBAG) est dans ce cas définie comme la vache laitière de 600 kg consommant 4 500 kg de matière sèche (MS) par an, présente toute l'année sur l'exploitation.
- Les UGB « **alimentation totale** » qui comparent les animaux en fonction de leur consommation totale d'aliments (grossiers et/ou concentrés). Elles concernent tous les animaux. Elles sont utilisées lorsque l'on souhaite sommer ou comparer des animaux éventuellement consommateurs d'aliments de type différent sur la base de leur consommation totale d'énergie. L'unité gros bétail « **alimentation totale** » (UGBTA) est ici définie comme la vache laitière de 600 kg consommant 3 000 unités fourragères (UF) par an ce qui lui permet de produire 3 000 kg de lait. L'UF est la quantité d'énergie nette apportée par 1 kg d'orge (la vache laitière actuelle produit environ 6 500 kg de lait/an. Pour produire 3 500 kg de lait au-delà de 3 000 litres elle consomme 1 450 UF supplémentaires soit $1\,450/3\,000 = 0,46$ UF (arrondis à 0,45). Une vache laitière actuelle représente donc au total 1,45 UGB dans le système de référence UGB Alimentation totale.
- Les UGB « **PAC** » qui sont tirées de la réglementation communautaire en vigueur. Elles permettent en particulier de calculer un chargement PAC dans le système des aides communautaires en 2000.
- Les UGB « **Eurostat** ».

ANNEXE IV : les labels et marques biologiques en France (citées dans le présent CDC)



- **Certification Européenne** : Règlement CE n o 834/2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et Règlement CE- 889/2008 portant modalités d'application du règlement CE n o 834/2007.



- **Bio Cohérence** : marque privée complémentaire de la certification biologique. Le cahier des charges Bio Cohérence reprend les pratiques d'élevage qui avaient cours en France jusqu'en janvier 2009 (REPAB). Il y ajoute des règles spécifiques garantissant une exigence et une cohérence renforcées. La certification bio officielle est un pré-requis.



- **Demeter** : Certification de l'agriculture biodynamique complémentaire à la certification biologique. Les cahiers des charges Demeter sont plus stricts que le règlement bio européen. L'agriculture biodynamique attache une grande importance au respect et au renforcement des processus de vie, à l'utilisation de préparations biodynamiques et au respect des rythmes naturels.